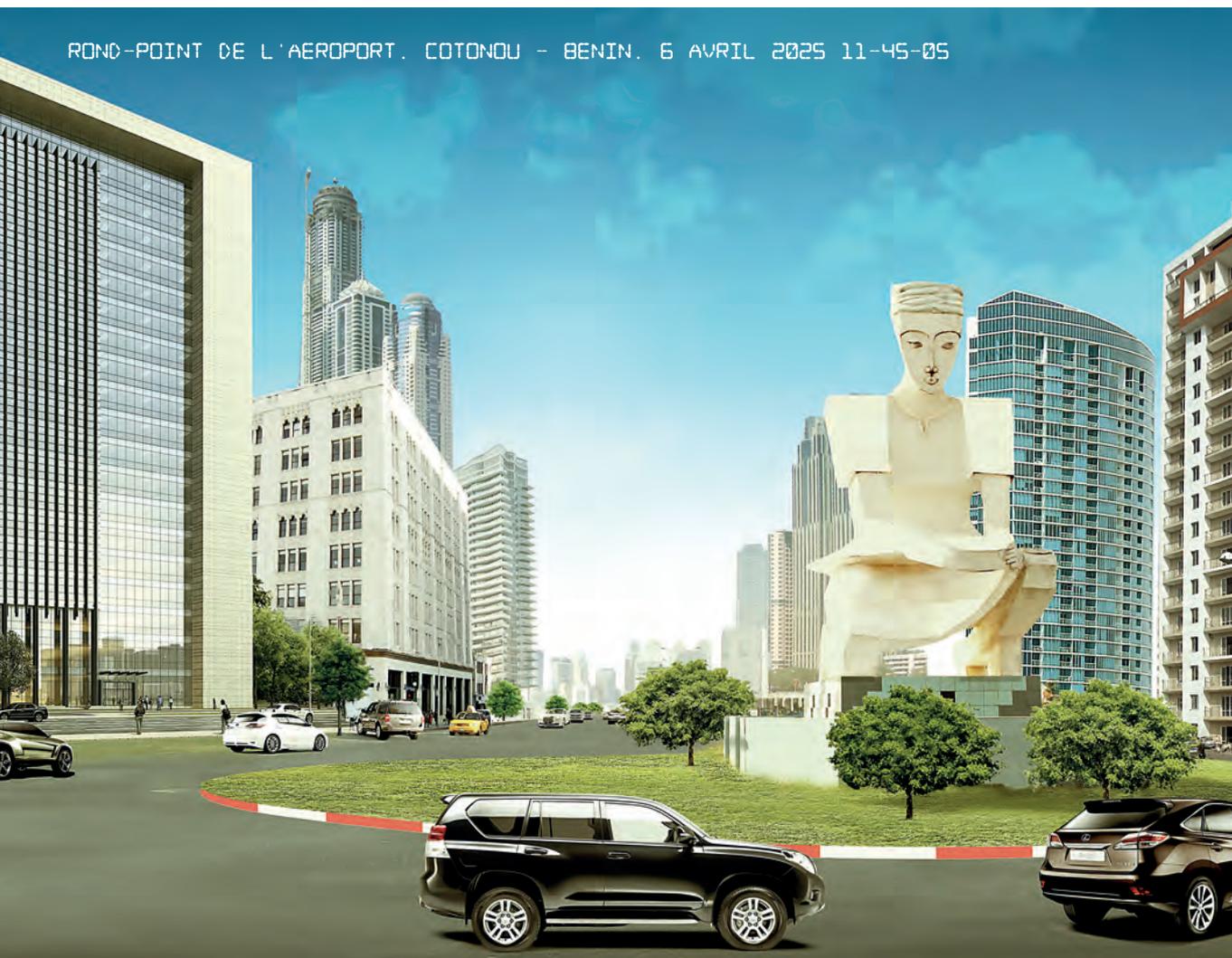


ROND-POINT DE L'AÉROPORT, COTONOU - BENIN. 6 AVRIL 2025 11-45-05



AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT AU CŒUR DE L'AFRIQUE

Le Groupe BOA fête ses 30 ans
BOA Group celebrates its 30th Anniversary



GRUPE BANK OF AFRICA

Rapport annuel 2012 Annual report

BANK OF AFRICA – BÉNIN

Sommaire

Table of contents

- 1 Le mot du PDG**
Comments from the CEO
- 2-3 30 ans de croissance et d'expansion**
30 years of growth and expansion
- 4 30 ans d'expérience au service des clients**
30 years of experience serving customers
- 5 Les engagements du Groupe depuis 30 ans**
The commitments of the Group for 30 years
- 6 Produits et Services disponibles**
French only

Rapport d'Activité

Activity Report

- 8-9 Le mot du Directeur Général**
Comments from the Managing Director
- 10 Faits marquants 2012**
Highlights 2012
- 11 Chiffres-clés au 31/12/2012**
Key figures on 31/12/2012
- 12 Engagements citoyens de la Banque**
- 13 et de la Fondation BANK OF AFRICA**
French only
- 14 Conseil d'Administration, Capital**
Board of Directors, Capital
- 16-25 Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 26-30 Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 26-27 Rapport Général**
- 28-30 Rapport Spécial**
French only
- 32-37 Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 38-39 Résolutions**
Resolutions
- 40-51 Annexes**
French only
- 52-53 Notes**

BANK OF AFRICA Group celebrates its 30th Anniversary

This year we are celebrating our Group's 30th Anniversary.

BANK OF AFRICA was established at a time when the West African banking sector experienced serious difficulties. The founder's goal of the first BANK OF AFRICA, BOA-MALI, created in 1983 and then headed by Paul DERREUMAUX, was to fill a gap by creating a private African bank, with African capital, and dedicated to serving the African economy.

The original shareholders felt keenly the immense potential of a project that would help bring Africa together for a better future.

Investors – both private and public, both national and international – had also placed their trust in this project and helped it to develop into what it is today – a group with a presence in 15 African countries through 16 commercial banks as well as numerous financial companies.

The majority shareholder, BMCE Bank, has put at the disposal of BOA Group its multiple skills, as well as its international and continental experience. Alongside other shareholders, it also provides the necessary capital for BOA to develop and expand throughout the continent.

All the BOA subsidiaries have now adopted BMCE Bank's business model, which is based on extending banking services to citizens on a large-scale and assisting both private and public economic players with advice and financing to manage their companies and implement their projects.

Almost 5,000 staff members of all nationalities conduct their work with conviction and commitment. These women and men comprise teams that have expanded as the Group has developed, by knowing how to make the most of their differences, in order to become even stronger and more effective together.

But BOA is above all the hundreds of thousands of customers – retail clients of all classes and ages, companies of all sizes and economic sectors, associations, public services, investors, industrialists, and entrepreneurs – who each day place their trust in its professionalism.

This year, as we celebrate the Group's 30 years of existence, I would like to pay tribute to our shareholders, those who were with us from the start and those who joined later; to our hundreds of thousands of customers; to our 5,000 staff members; and to the authorities in each host country who provide us with their continuous support.

Thank you for your trust, thank you for your work, thank you for your support, thank you, everyone, and long live the BANK OF AFRICA Group!

Mohamed BENNANI

Chairman and CEO of BOA GROUP

Le Groupe BANK OF AFRICA fête ses 30 ans



Cette année, nous fêtons les 30 ans de notre Groupe.

BANK OF AFRICA est née à une époque où le secteur bancaire connaissait en Afrique de l'Ouest de graves difficultés. L'objectif des fondateurs de la première BANK OF AFRICA, la BOA-MALI, créée en 1983 et alors dirigée par Paul DERREUMAUX, était de combler un vide en créant une banque privée africaine, avec des capitaux africains et au service de l'économie africaine.

Ces actionnaires de la première heure ont parfaitement senti le formidable potentiel d'un projet fédérateur, porteur d'avenir pour une Afrique meilleure.

Ce sont également des investisseurs, privés comme publics, nationaux comme internationaux, qui ont su accorder leur confiance à ce projet et l'ont aidé à se développer pour devenir aujourd'hui un groupe implanté dans 15 pays africains à travers 16 banques commerciales ainsi que plusieurs sociétés financières.

BMCE Bank, actionnaire majoritaire, met à la disposition du Groupe BOA ses multiples compétences comme son expérience internationale et continentale, et lui apporte également, en symbiose avec les autres actionnaires, les capitaux nécessaires à son développement et à son rayonnement sur le continent.

Toutes les filiales BOA ont maintenant adopté le « business model » de BMCE Bank, axé sur la bancarisation massive des citoyens et l'accompagnement, à travers le conseil et le financement, des opérateurs économiques, privés comme publics, dans la gestion de leur entreprise et la réalisation de leurs projets.

Ce sont près de 5 000 collaborateurs, de toutes nationalités, qui travaillent avec conviction et engagement. Ces femmes et ces hommes, ce sont des équipes qui se sont étoffées au fur et à mesure du développement du Groupe en sachant intelligemment agréger leurs différences, pour être encore plus riches et plus fortes ensemble.

Mais ce sont surtout ces centaines de milliers de clients, simples particuliers, de toutes classes et de tous âges, entreprises, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, associations, services publics, investisseurs, industriels, entrepreneurs, qui, chaque jour, font confiance au professionnalisme de BOA.

En cette année où nous célébrons 30 ans d'existence du Groupe, c'est à ces actionnaires, ceux de la première heure et ceux qui les ont rejoints, c'est à ces centaines de milliers de clients, c'est à ces 5 000 collaborateurs femmes et hommes, c'est aux Autorités de chacun des pays hôtes qui nous apportent sans cesse leur appui, que je souhaite rendre hommage aujourd'hui.

*Merci pour votre confiance,
merci pour votre travail,
merci pour votre appui,
merci à toutes et à tous et longue vie au Groupe BANK OF AFRICA.*

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP

30 ans de croissance et d'expansion

30 years of growth and expansion

Réseau bancaire* / Banking network*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
8 Agences régionales et 13 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

8 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

13 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
13 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.

Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences à Antananarivo.
56 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Dakar.
10 Agences régionales.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

14 Agences à Nairobi.
12 Agences régionales.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

7 Agences et 3 Guichets à Bujumbura.
12 Agences régionales et 2 Guichets en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

3 Agences à Djibouti.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2013. *BANK OF AFRICA Network at 31/3/2013.*



Filiales* / Subsidiaries*

1997 ACTIBOURSE

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 AÏSSA

Siège social à Cotonou.

2002 AGORA

Siège social à Abidjan.

2004 ATTICA

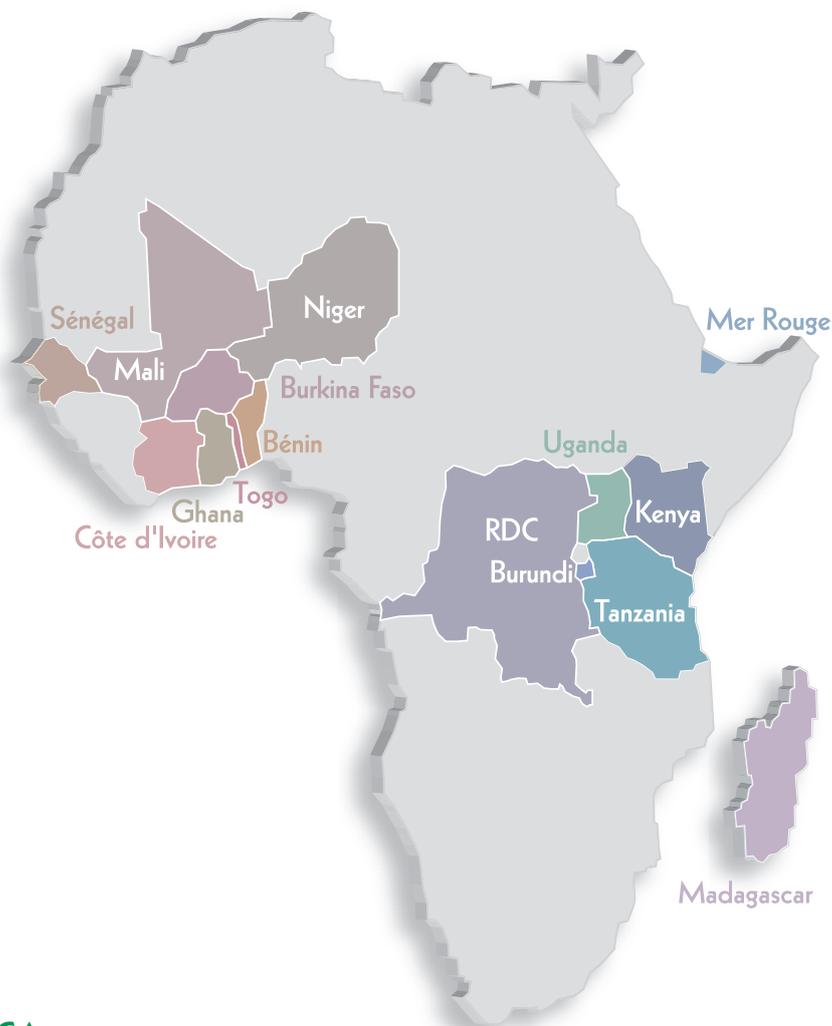
Siège social à Abidjan.

2009 BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège social à Abidjan.

2010 BOA-FRANCE

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.



Autres structures* / Other entities*

1999 FONDATION BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.
Presence in 11 countries where the Group operates.

2000 BUREAU DE REPRÉSENTATION DU GROUPE BOA

BOA GROUP REPRESENTATIVE OFFICE

Siège social à Paris.

Siège social = *Head Office*

Agence = *Branch* - Agence régionale = *Regional Branch*

Centre d'Affaires = *Business Centre*

Créée en... / *Created in*

Bureau de proximité = *Local Branch*

Bureau de liaison = *Liaison Office*

Guichet = *Counter* - Guichet portuaire = *Port Branch*

Intégrée au Réseau BOA en... = *Integrated into BOA Network in...*

30 ans d'expérience au service des clients

30 years of experience serving customers

Un réseau puissant*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 370 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 16 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 450 unités, en expansion continue.

Près de 1 450 000 comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

Un partenaire bancaire de référence, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

Des partenaires stratégiques, dont :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

Un développement continu depuis 30 ans.

A strong network*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 370 dedicated operating and service support offices in 16 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 450.

Close to 1,450,000 bank accounts.

A wide and varied offer

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

A leading banking partner, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

Strategic partners, including:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

Unique experience in Africa

Continuous development for 30 years.

Les engagements du Groupe depuis 30 ans

The commitments of the Group for 30 years

-  **La qualité du service offert à la clientèle**
Quality of customer service
-  **Le dynamisme et la disponibilité des équipes**
Dynamic, accessible staff
-  **La solidité financière**
Financial solidity
-  **La cohésion du réseau**
Cohesive network
-  **La diversité des financements proposés**
Wide range of financing solutions
-  **L'expertise en ingénierie financière**
Expertise in financial engineering
-  **La puissance des partenaires**
Strong partners

CA Groupe 2012 : 451,7 Millions d'Euros

Group turnover 2012: 451.7 million euros

Produits & services disponibles

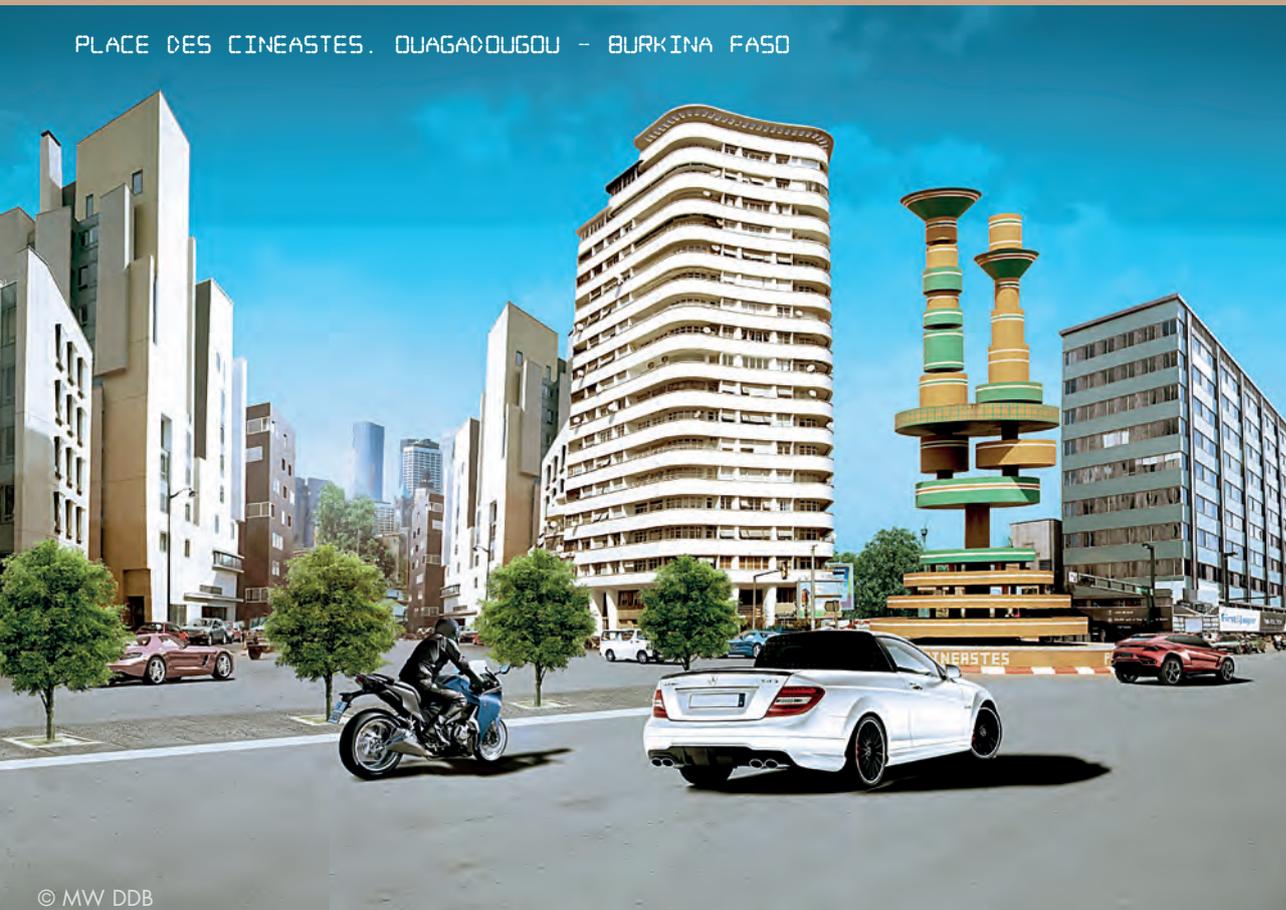


RÉSEAU BOA FRANCOPHONE

BOA-BÉNIN

| | | |
|--|--|-------|
| Assurances | Assurance Études | _____ |
| | Assurance Prévoyance | _____ |
| | Assurance Retraite | _____ |
| Comptes | Compte Chèque | _____ |
| | Compte Devises | _____ |
| | Compte Élite | _____ |
| | Compte Jeunes | _____ |
| Épargne | Bons de Caisse | _____ |
| | Bons du Trésor par Adjudication | _____ |
| | Compte Épargne | _____ |
| | Compte Épargne Élite | _____ |
| | Dépôt à Terme | _____ |
| | Plan Épargne Ambition | _____ |
| | Plan Épargne Éducation | _____ |
| | Plan Épargne Logement | _____ |
| Plan Épargne Pèlerinage | _____ | |
| M-Paiement/M-Banking | Airtel Money | _____ |
| | Orange Money | _____ |
| Monétique | Carte SÉSAME + | _____ |
| | Carte SÉSAME ÉPARGNE | _____ |
| | Carte VISA LIBRA | _____ |
| | Carte VISA PROXIMA | _____ |
| | Carte VISA Prépayée TUCANA | _____ |
| | Cash Advance MASTERCARD | _____ |
| Multimédia | B-Phone - B-SMS | _____ |
| | B-Web | _____ |
| Packages | Pack FONXIONARIA | _____ |
| | Pack MON BUSINESS | _____ |
| | Pack SALARIA | _____ |
| Prêts | Avance | _____ |
| | Avance Tabaski | _____ |
| | Découvert Autorisé (Automatique) | _____ |
| | Microfinance | _____ |
| | Prêt Assurances | _____ |
| | Prêt Collectif | _____ |
| | Prêt Consommation | _____ |
| | Prêt Équipement | _____ |
| | Prêt Étudiant 2iE | _____ |
| | Prêt Événements Familiaux | _____ |
| | Prêt Habitation | _____ |
| | Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison » | _____ |
| | Prêt Informatique | _____ |
| | Prêt Personnel | _____ |
| Prêt Première Installation | _____ | |
| Prêt Rechargeable | _____ | |
| Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'école » | _____ | |
| Prêt Véhicule | _____ | |
| Transferts & change | BOA Express | _____ |
| | Change Manuel | _____ |
| | Chèques de Voyage | _____ |
| | T-Cash | _____ |
| | Transfert Flash | _____ |
| | Western Union | _____ |
| Entreprises | Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales. | |

PLACE DES CINEASTES. OUAGADOUGOU - BURKINA FASO



© MW DDB

Rapport d'activité 2012

Activity Report

Le mot du Directeur Général

Comments from the Managing Director



En 2012, l'économie béninoise a été marquée par une grande morosité, engendrée par des crises internes comme externes, et aggravée par une crise de confiance entre les acteurs économiques.

C'est dans cet environnement peu favorable que la BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN) a néanmoins pu clôturer l'année 2012 avec un résultat bénéficiaire, tout en maintenant sa position de place sur la quasi-totalité des indicateurs.

La BOA-BÉNIN achève en effet l'exercice sous revue avec un total de bilan de 617,9 milliards de F CFA, en progression de 12,04 % par rapport à l'année 2011.

Les dépôts de la clientèle ont progressé de 4,74 %, passant de 382 milliards de F CFA à fin 2011 à 400 milliards de F CFA à fin 2012. Cette mobilisation des ressources est le résultat des campagnes de collecte d'épargne de particuliers et de dépôts des entreprises, qui ont permis à la Banque de conserver son leadership avec une part de marché de 28,70 %, selon les statistiques de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF).

Les emplois s'élèvent à 223,4 milliards de F CFA contre 220,3 milliards de F CFA à fin 2011, soit une légère progression de 1,42 %. Ce fléchissement de la croissance relève de la baisse des engagements par signature, des opérations de commerce extérieur, du recul des engagements dans le secteur du coton, et de la poursuite d'une politique prudente de distribution de crédits. La Banque réalise au titre de l'année 2012 une part de marché des emplois de 21,92 % à fin 2012, contre 23,18 % à fin 2011.

La BOA-BÉNIN termine l'année 2012 avec un Produit Net Bancaire (PNB) de 32,8 milliards de F CFA contre 31,6 milliards de F CFA, soit une progression de 3,76 %.

The Beninese economy was dragged down in 2012 by both domestic and foreign crises and undermined by a crisis of confidence between economic players.

Despite this unfavourable environment, BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN) managed to end the 2012 fiscal year with a profit, while maintaining its market share in almost all its categories.

BOA-BÉNIN ended the year with total assets of CFAF 617.9 billion, up 12.04% from 2011.

Customer deposits rose by 4.74%, from CFAF 382 billion at end-2011 to CFAF 400 billion at the end of 2012. This performance was achieved through marketing campaigns to attract savings from retail customers and deposits from companies, which allowed the Bank to hold onto its leadership with 28.70% market share, according to statistics from the Association of Banking and Financial Establishment Professionals (APBEF).

Customer loans rose slightly, by 1.42%, to CFAF 223.4 billion from CFAF 220.3 billion at end-2011. This weakening in growth was due to the decline in off-balance sheet commitments and foreign trade transactions, the drop in commitments in the cotton sector and the ongoing conservative policy in credit distribution. For 2012 the Bank achieved 21.92% market share in loans, down from 23.18% at the end of 2011.

BOA-BÉNIN ended 2012 with CFAF 32.8 billion in net banking income, a 3.76% increase over the CFAF 31.6 billion figure of one year earlier. The Bank is still highly profitable, despite an especially challenging economic environment, with CFAF 7.826 billion in net income, vs. CFAF 7.623 billion in 2011, hence a 2.67% increase, and a 48.20% cost-income ratio, vs. 45.03% in 2011.

The Bank's capital base tracked is increase in earnings, expanding from CFAF 51.7 billion at the end of 2011 to CFAF 52.9 billion at end-2012, a 2.32% increase.

La Banque conserve une rentabilité appréciable en dépit d'une conjoncture particulièrement difficile, avec un résultat net de 7,826 milliards de F CFA contre 7,623 milliards en 2011, soit une croissance de 2,67 %, et un coefficient d'exploitation qui s'établit à 48,20 % contre 45,03 % en 2011.

Les fonds propres de base de la Banque croissent en harmonie avec les résultats, passant de 51,7 milliards de F CFA à fin 2011 à 52,9 milliards de F CFA à fin 2012, soit une progression de 2,32 %.

La politique de réorganisation et d'innovation mise en place depuis 2010, à laquelle s'est ajoutée une diversification des sources de revenus et une plus grande prudence dans l'octroi de facilités bancaires expliquent ces résultats. Cette politique a essentiellement consisté à :

- porter le réseau à 43 agences à fin 2012, dont 2 guichets dédiés à la domiciliation des droits de douanes et des droits portuaires dans le cadre d'une convention avec l'État ;
- réorganiser le réseau d'agences en 3 zones, dirigée chacune par un Directeur pour accroître la proximité avec la clientèle et optimiser la gestion ;
- réaliser des placements financiers qui ont fait progresser le PNB de manière substantielle ;
- continuer la politique d'engagement citoyen de la Banque tout en améliorant son image ;
- lancer le premier Centre d'Affaires entièrement dédié à l'entreprise, accueillant et convivial, offrant un service bancaire rapide et efficace ;
- lancer 2 nouveaux produits, dont un produit de bancassurance ;
- poursuivre des campagnes commerciales et dépasser la barre des 250 000 comptes à fin 2012.

Avec le renforcement de son organisation et de sa structure financière, la BOA-BÉNIN est aujourd'hui bien armée pour affronter les défis de l'avenir et je souhaite en remercier l'ensemble du personnel ainsi que nos actionnaires, pour leur soutien et leur engagement constants.

Cheikh Tidiane N'DIAYE

Directeur Général

These results were driven by the reorganisation and innovation policy implemented since 2010, as well as the more recent diversification in sources of revenues and greater caution in extending bank credit. This policy has consisted mainly in:

- *expanding the network to 43 branches as of end 2012, including two dedicated to the domiciliation of customs and harbour duties as part of an agreement with the state;*
- *reorganising the branch network into three zones, each headed by one Manager, in order to enhance proximity with customers and optimise management;*
- *realising financial investments, which have raised net banking income substantially;*
- *continuing the Bank's corporate social responsibility policy while enhancing its image;*
- *launching the first Business Centre fully dedicated to business customers and offering a friendly and informal setting for rapid and efficient banking service;*
- *launching two new products, including one in bancassurance;*
- *continuing the marketing campaigns and surpassing the threshold of 250,000 accounts by the end of 2012.*

With a shored-up organisational and capital structure, BOA-BÉNIN is now well placed to take on the challenges of the future, and I wish to thank the entire staff, as well as our shareholders, for their steadfast support and dedication.

Cheikh Tidiane N'DIAYE

Managing Director

Faits marquants 2012

Highlights 2012

Mars

Participation au challenge commercial « Campagne Épargne » organisé par le Groupe BOA.

Avril

Ouverture d'un Centre d'Affaires, espace commercial entièrement dédié à la clientèle Entreprises, à Cotonou.

Ouverture de l'Agence Gbégamey, à Cotonou.

Mai

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Cadres du Groupe, à Marrakech, au Maroc.

Juin

Participation au challenge commercial « Tous à l'École », organisé par le Groupe BOA.

Juillet

Formation du personnel sur les méthodes de lutte contre le blanchiment d'argent.

Août

Lancement du produit « Prêt Équipement Electroménager ».

Décembre

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Administrateurs du Groupe, à Arusha, en Tanzanie.

Opération « Journées portes ouvertes du Crédit Automobile », en partenariat avec CFAO, pour proposer des solutions de financement aux particuliers.

Le magazine « The Bankers » décerne, pour la troisième année consécutive, le trophée de la meilleure banque de l'année 2012 à la BOA-BÉNIN.

March

Participation in the BOA Group's "Campagne Épargne" sales challenge.

April

Opening of a Business Centre, fully dedicated to corporate clients, in Cotonou.

Opening of the Gbégamey Branch, in Cotonou.

May

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA network management meetings, in Marrakech, Morocco.

June

Participation in the BOA Group's "Tous à l'École" sales challenge.

July

Staff training in anti-money laundering measures.

August

Launch of the "Prêt Équipement Electroménager" product.

December

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Arusha, Tanzania.

"Journées portes ouvertes du Crédit Automobile" operation, in partnership with CFAO, offering auto financing solutions to retail customers.

The Bankers magazine, for the third consecutive year, awarded BOA-BÉNIN the trophy for Best Bank of the Year, 2012.



Le partenariat BOA - CFAO aux « Journées portes ouvertes du Crédit Automobile ».

BOA - CFAO partnership at Auto Credit Open Days.

Cheikh Tidiane N'DIAYE recevant le trophée Banque de l'année 2012.

Cheikh Tidiane N'DIAYE receiving "Bank of the Year" 2012 trophy.



Chiffres clés au 31/12/2012

Key figures on 31/12/2012

Total Bilan*

617 868

Total Assets*

Activité / Activity

Dépôts clientèle* **400 589**
*Deposits**

Créances clientèle* **223 447**
*Loans**

Résultat / Income

Produit Net Bancaire* **32 817**
*Net operating income**

Charges de fonctionnement* **13 968**
*Operating expenses**

Résultat Brut d'Exploitation* **16 998**
*Gross operating profit**

Résultat Net* **7 826**
*Net income**

Coefficient d'Exploitation (%) **48.20**
Operating ratio (%)

Structure / Structure

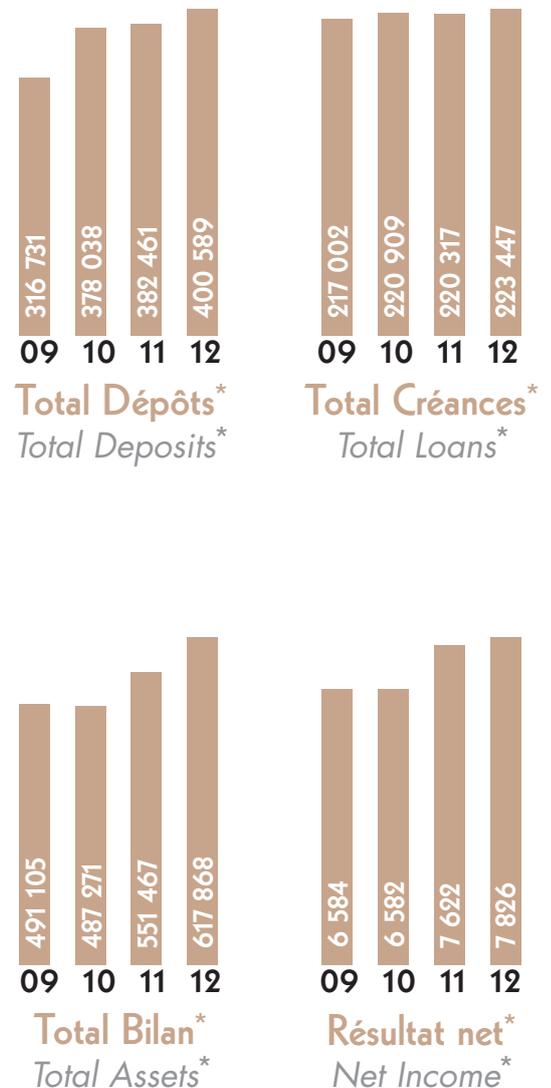
Fonds Propres après répartition* **52 857**
*Shareholders' equity after distribution**

Fonds Propres/Total Bilan (%) **8.55**
Shareholders' equity/Total assets (%)

Effectif moyen pendant l'exercice **494**
Average number of employees

Évolution de 2009 à 2012

Evolution from 2009 to 2012



(*) En millions de F CFA / (*) In CFAF millions

Engagements citoyens de la Banque

La BOA-BÉNIN est une entreprise socialement engagée pour un développement socio-économique durable, qui axe sa stratégie citoyenne autour des valeurs suivantes :

- le droit de chaque être humain à un environnement sain,
- le droit de chaque enfant d'accéder à l'éducation,
- le droit de chaque être humain à la santé physique et mentale,
- le droit de chaque être humain au bien-être économique.

Social

La BOA-BÉNIN a participé, pour un montant de plus de 20 millions de F CFA, au financement d'événements, actions et projets dont les plus marquants sont :

- participation à la 5^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d'une délégation.
- sponsoring du Marathon de Parakou.
- soutien à la manifestation sportive, les « Intercommunales de Natation ».
- contribution à la réfection d'une école de la Commune de N'Dali, dans le nord du Bénin, détruite par la pluie.
- participation au financement du Concours National d'Art Scolaire.
- réalisation de travaux de réfection au Centre Psychiatrique de Jacquot, à Cotonou.



Marathon BOA 2012

Un athlète de la délégation béninoise pendant la course.

- appui à l'acquisition d'équipements pour la Fédération Béninoise de Judo.
- soutien à l'organisation du Festival « Couleur Jazz ».
- contribution à l'organisation d'un concert d'handicapés, en partenariat avec l'Ambassade d'Allemagne.



Don à l'Hopital psychiatrique de Jacquot, à Cotonou. Avant et après les travaux.

Actions de la Fondation BOA

A l'instar des années antérieures, la Fondation BOA a mené des actions dans plusieurs domaines, pour un coût global d'environ 350 millions de F CFA.

Don de plus de 206 000 cahiers « Tous à l'école » pour une valeur de 18,337 millions de F CFA, à plus de 25 000 écoliers dans 60 écoles, dans le cadre de l'Opération « Tous à l'école », en liaison avec la Banque.

La construction de 3 Centres de Vie, concept phare de la Fondation, à Bonou dans le sud-est du Bénin, ainsi qu'à N'Dali et à Ouaké dans le nord.

Les élèves ayant reçu leurs cahiers lors de l'opération « Tous à l'école » menée en partenariat avec la Fondation BOA.



Remise du chèque à l'association de développement, pour la réfection des salles de classe de N'Dali.



- 1 - Festival « Couleur Jazz » à Cotonou.
- 2 - Concert des handicapés à la résidence de l'Ambassade d'Allemagne à Cotonou.

Environnemental

Participation aux festivités de la célébration de la Journée Mondiale de la Désertification, en juin 2012, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement.

Économique

Soutien à l'ONG Share, pour l'organisation de l'exposition des jeunes inventeurs et innovateurs africains.

Conseil d'Administration

Board of Directors

Au 18 avril 2013, le Conseil d'Administration, de 12 membres, est composé comme suit :

At 18th April 2013, the Board of Directors comprised the following 12 members:

Paulin Laurent COSSI, Président / *Chairman*

Georges ABALLO

Abbé Jean Joachim ADJOVI

Edwige AKAN AHOUANMENO

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD)

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK, représentée par

represented by M'Baye THIAM

Driss BENJELLOUN

Mohamed BENNANI

Paul DERREUMAUX

Benoît MAFFON

Gilbert MEHOU-LOKO

Léon NAKA

Francis SUEUR

Comité des Sages

Board of Advisors

Mis en place par l'Assemblée Générale du 1^{er} mars 1991, conformément aux statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque. Les 6 membres actuels sont :

Set up following the General Meeting of 1 March 1991 in line with the statutes this committee works alongside the Board of the Directors, advising on issues relating to the Bank's general policy. Its current 6 members are:

Djamiou ADEBO

Léonide ASSANKON

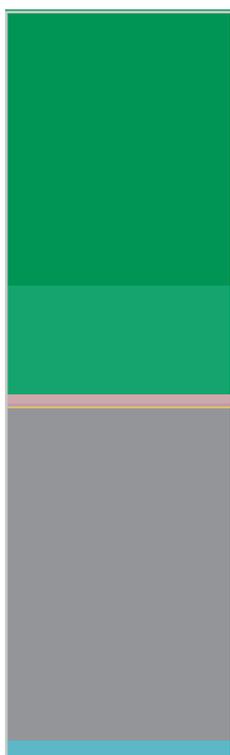
Barthélémy ASSOGBA CAKPO

Marie-Antoinette DOSSOU

Raïmi OSSENI

Félicienne SOSSOUMIHEN

Capital



Au 18 avril 2013, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 18 April 2013, the Bank's capital was held as follows:

36.61% BOA WEST AFRICA

14.43% BOA GROUP S.A.

1.16% BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

0.91% BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

0.27% ATTICA S.A.

43.91% ACTIONNAIRES PRIVÉS
PRIVATE SHAREHOLDERS

2.71% BOAD

BOULEVARD DU 30 JUIN, KINSHASA - RDC 6 AVRIL 2025, 11-45-05



Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

© MW DDB

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 avril 2013

1. Le cadre économique & financier de l'exercice 2012

1.1. L'environnement international et sous régional

La lueur d'espoir de début 2012 au regard de l'orientation favorable des indicateurs macroéconomiques et de marché dans les pays industrialisés, qui a pu laisser croire à une dissipation plus rapide que prévue des effets du ralentissement de l'économie mondiale, a depuis fait place à des craintes sur l'évolution future de la conjoncture internationale.

La morosité de l'environnement économique dans la **Zone Euro** a impacté négativement les échanges mondiaux et a, de ce fait, partiellement compromis la reprise économique notée dans la plupart des pays émergents et industrialisés. Les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) ont indiqué que **la croissance économique mondiale s'établirait à 3,5 % en 2012, contre 3,9 % en 2011 et 5,3 % en 2010.**



L'affiche « Prêt Ma Maison » devant l'Agence Ganhi.

"Prêt Ma Maison" poster, in front of the Ganhi Branch.

Pour la **Chine et l'Inde**, principaux moteurs de la croissance mondiale, le FMI prévoit un taux de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) de 8,2 % en 2012 contre 9,2 % en 2011 pour la Chine et de 6,9 % en 2012 contre 7,2 % en 2011 pour l'Inde.

Les économies des **pays industrialisés** enregistreraient une croissance moins forte, projetée à 1,4 % en 2012, contre 1,6 % en 2011. Cette décélération proviendrait principalement des économies de la Zone Euro, où la croissance attendue de -0,3 % en 2012 ne pourrait pas être compensée par celle de 2,1 % prévue aux États-Unis.

En ce qui concerne les économies des **États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, elles ont bénéficié en 2012 des retombées positives de la normalisation de la situation sociopolitique, et de leurs reprises plus rapide que prévue en Côte d'Ivoire.

La poursuite par les États membres de la mise en œuvre des actions visant la consolidation de la paix et de la sécurité, ainsi que les réformes structurelles ont quelque peu favorisé l'afflux des capitaux privés dans certains pays, surtout pour la Côte d'Ivoire, et imprimé un rythme plus soutenu à l'activité économique au sein de l'Union en 2012. A contrario, les effets induits de la crise sociopolitique au Mali et en Guinée-Bissau sur les échanges intra régionaux et la croissance économique, ont impacté négativement les économies de la zone. Néanmoins, selon les dernières projections des services de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), **le taux de croissance économique de l'Union, en termes réels, ressortirait à 5,3 % à fin 2012, contre 0,6 % en 2011.**



L'affiche de la campagne « Prêt Ma Maison » sur l'immeuble du siège de la BOA.
 The poster of the "Prêt Ma Maison" campaign, on the BOA headquarters building.

1.2. La Situation au Bénin

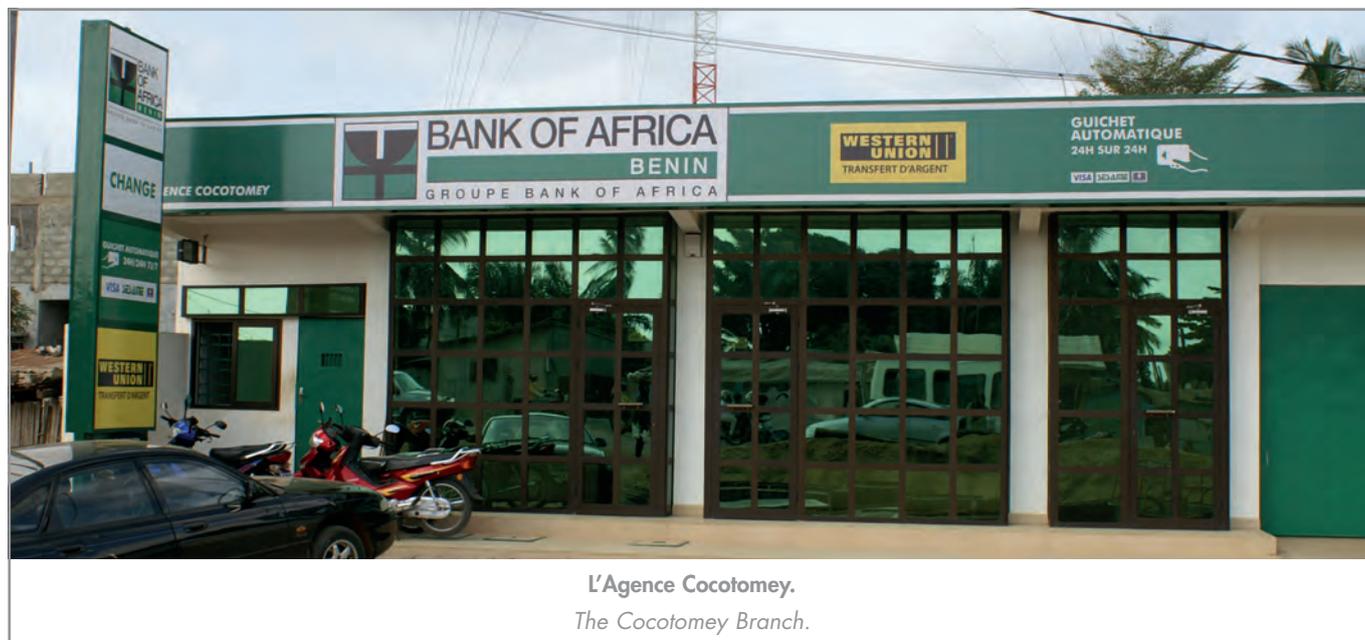
➤ Produit Intérieur Brut + 3,5 %

Au cours de l'année 2012, l'activité économique devait bénéficier des retombées positives des actions prévues par le gouvernement dans le cadre de la réforme et la modernisation de l'administration publique, ainsi que la promotion du partenariat public-privé et le développement local. Elle devait également être soutenue par le raffermissement de la production agricole et le dynamisme de l'activité portuaire, avec la mise en application du Programme de Vérification des Importations - Nouvelle Génération (PVI-NG). Mais ce programme a été suspendu par les autorités en mai 2012, et un nouvel appel d'offres pourrait être en cours de préparation. Ainsi donc, **la croissance du PIB en termes réels, est prévue à 3,5 %, soit une amélioration de 0,4 point par rapport à 2011 (3,1 %).**

La croissance économique serait comme en 2011 portée par les secteurs tertiaire et primaire, qui contribueraient respectivement pour 1,8 point et 1,1 point. L'essor de la production des services proviendrait surtout de la consolidation de l'activité du Port Autonome de Cotonou, en relation avec la poursuite des réformes visant à renforcer sa sécurité intérieure et à améliorer son efficacité, à travers notamment l'installation en 2011 d'un guichet unique. L'accroissement de la production agricole expliquerait la bonne tenue du secteur primaire.

Pour accélérer la croissance du Bénin, les autorités doivent lever plusieurs contraintes, dont les plus importantes sont le mauvais climat des affaires dont témoigne le classement du rapport Doing Business de la Banque Mondiale, et le faible niveau de la gouvernance dans le domaine économique. Les préoccupations les plus urgentes à résoudre dans ce cadre concernent :

- le retour à une gestion des finances publiques saine et prévisible, et l'apurement de la dette intérieure,
- la mise en place d'une stratégie globale de lutte contre la corruption et l'impunité,
- la transparence dans les procédures de passation des marchés publics,
- la rationalisation du processus d'approvisionnement des biens et services dans l'administration publique,
- une gestion saine et efficace du foncier.



L'Agence Cocotomey.
The Cocotomey Branch.

C'est dans ce contexte que le Chef de l'État a organisé la table ronde économique, pour la relance du dialogue public-privé et de l'économie béninoise. Ce forum a réuni le gouvernement, les opérateurs économiques, les représentants de l'administration publique, des institutions nationales et des personnes ressources extérieures.

Pour 2013, les autorités béninoises prévoient un taux de croissance de 4,5 % contre 3,5 % en 2012. Cette prévision est essentiellement fondée sur :

- le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ;
- la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie ;
- le développement local.

2. La Situation de la Banque et les résultats financiers 2012

2.1. Les faits marquants de l'exercice

Le réseau d'agences s'est élargi en 2012, avec l'ouverture de deux nouvelles agences (Gbégaméy et un nouveau guichet SEGUB dans l'enceinte portuaire), portant ainsi le nombre d'agences à 43, dont deux guichets pour les opérations portuaires. Signalons aussi l'inauguration, le 18 avril 2012, du Centre d'Affaires, logé dans l'ancien hall de l'Agence Centrale.

Plusieurs autres chantiers ont démarré en 2012 et s'achèveront en 2013. Il s'agit des Agences de Fidjrossè à Cotonou, Savalou, Lokossa et N'Dali. Par ailleurs, une des trois agences de Parakou est en voie de relocalisation.

Sur le plan des ressources humaines, 73 agents ont été recrutés, pour couvrir les divers besoins des différentes directions, et surtout pour doter en effectifs les nouvelles agences.

Sur le plan commercial, le « Prêt Mon équipement » a été lancé en partenariat avec un concessionnaire électroménager par le canal des différentes campagnes annuelles (campagne Épargne et Dépôts), et à travers les différentes actions de sponsoring, plusieurs actions de communication ont été initiées, au cours de l'année 2012, pour rendre encore plus visible la Banque et mieux la faire connaître.



Le hall de l'Agence Cocotomey.
The Cocotomey Branch banking hall.



Le Directeur de l'Agence Cocotomey.
The Cocotomey Branch Chief.

2.2. Les comptes de bilan et de résultat

➤ Total Bilan + 12 %

En 2012, **le total du bilan** de la Banque a franchi la barre des 600 milliards de F CFA pour s'établir à 617 867 millions de F CFA, contre 551 466 millions de F CFA un an plus tôt, soit une progression de 12 %.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont de leur côté franchi la barre des 400 milliards de F CFA, et affichent 400 589 millions de F CFA. En termes de part de marché, la BOA-BÉNIN maintient sa position, avec un taux de collecte représentant 28,74 % des ressources.

Les comptes à vue qui représentent 45,2 % de l'ensemble des ressources clientèles, enregistrent une baisse de 5,2 % sur la période pour s'établir à 181,1 milliards de F CFA à fin 2012 contre 191 milliards de F CFA un an plus tôt. La contre-performance observée est due aux comptes courants (-15,4 %).

L'encours des comptes d'épargne est en augmentation de 12,9 % en atterrissant à 60,3 milliards de F CFA contre 53,4 milliards de F CFA un an plus tôt.

Les dépôts à terme progressent en un an de 22,4 %, passant de 123,3 milliards de F CFA à 150,9 milliards de F CFA. Sur le dernier trimestre, on note toutefois une légère baisse de 4,6 %.

Les autres dépôts s'établissent à 8,1 milliards de F CFA, soit une baisse de 44,1 % par rapport à 2011. Les réalisations ont enregistré un écart défavorable de 48,9 % par rapport aux prévisions.

Les engagements directs, au 31 décembre 2012 s'élèvent à 223,4 milliards de F CFA, avec une variation positive de 1,4 % par rapport aux chiffres de 2011. Cette progression est essentiellement portée par les crédits à moyen terme qui sont en hausse de 13,6 %. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions (266 milliards de F CFA) est de 84 %. La part de marché est de 21,92 % à fin décembre 2012.

Les crédits à court terme, en régression de 8,2 % sur la période annuelle, se situent à 109,3 milliards de F CFA, contre 119 milliards de F CFA un an plus tôt. Dans cette catégorie, il faut noter la contre-performance de l'encours des crédits de campagne de 11 milliards de F CFA un an plus tôt à 3,6 milliards de F CFA d'encours un an plus tard. Le financement de la campagne a fait l'objet d'un crédit consorsial structuré par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). La part attribuée à la BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN) est de 5,5 milliards de F CFA, expliquant le faible niveau de réalisations à fin décembre 2012.

Les découverts et escomptes, sont respectivement en progression de 11,8 % et de 4,9 %.

Les crédits à moyen terme se sont établis à 110,5 milliards de F CFA, contre 97,3 milliards de F CFA sur une année glissante, soit un taux de progression de 13,6 %. Il faut noter la progression des encours moyen terme aux entreprises qui est de 14,3 % et celle des encours moyens aux particuliers de 6,8 %. Un écart favorable de 5,3 % par rapport aux prévisions budgétaires (105 milliards de F CFA).

Les crédits à long terme sont en baisse tant au regard des prévisions budgétaires (22,5 milliards de F CFA) que des réalisations à fin décembre 2011 (3,9 milliards de F CFA). Ils se sont établis à 3,6 milliards de F CFA.

L'encours des engagements par signature s'établit à 53,4 milliards de F CFA. Le niveau est en recul comparé tant aux réalisations de l'année dernière qui étaient de 66,2 milliards de F CFA, qu'aux prévisions (74,8 milliards de F CFA). Ainsi, les ouvertures de crédits documentaires et accréditifs se sont établies à 10,4 milliards de F CFA à fin décembre 2012 contre 17,8 milliards de F CFA un an plus tôt, pour des prévisions de 17,1 milliards de F CFA. Quant aux cautions et avals de traites, elles ont atteint 43 milliards de F CFA pour des prévisions de 57,8 milliards de F CFA, alors qu'elles étaient de 48,4 milliards de F CFA à fin décembre 2011.

Au 31 décembre 2012, compte tenu des difficultés que connaît le pays sur le plan économique, certaines des relations de la Banque n'ont pu honorer leurs engagements à bonne date. Ce qui a conduit à mettre sous surveillance des créances pour un montant de 13 milliards de F CFA.

Les produits d'exploitation s'établissent à 53 370 millions de F CFA, soit une progression de 5,6 % par rapport à 2011. Ils sont essentiellement portés par la hausse des produits sur opérations de trésorerie et interbancaires de 14,8 % et des revenus sur titres de placements qui sont en augmentation de 16,8 %.

Les charges bancaires en progression de 8,4 %, s'élèvent à 20 554 millions de F CFA, contre 18 953 millions de F CFA en 2011, cela s'explique par l'accroissement des charges sur opérations de trésorerie et interbancaires de 48,6 %, qui est la conséquence de notre fréquente présence sur le marché monétaire.

Les charges directes d'exploitation, affichent 13 968 millions de F CFA à fin 2012, enregistrant ainsi une hausse de 11,8 % sous la période sous revue, en liaison avec l'accroissement des charges du personnel et des autres frais directs d'exploitation.

Les charges du personnel, se sont accrues de 8,0 % d'une année à l'autre en passant de 5 706 millions de F CFA, à 6 164 millions de F CFA. Cette évolution est due à l'augmentation de l'effectif de 73 nouvelles recrues, et à l'augmentation des salaires qui fait suite à la hausse de la valeur du point indiciaire d'environ 7,5 %.

Les autres frais directs d'exploitation de 7 804 millions de F CFA, sont en dépassement de 15,0 % sur l'année précédente et d'une progression de 17,4 % sur les prévisions budgétaires. Cette augmentation est en liaison avec l'évolution de la structure.



L'Agence Cadjehoun à Cotonou.
The Cadjehoun Branch, in Cotonou.

Les dotations aux amortissements ont progressé de 1 751 millions de F CFA à 1 850,7 millions de F CFA un an plus tard, soit une hausse de 5,7 %. Non compris les immobilisations en cours, nous notons 2 375 millions de F CFA d'investissements en 2012, contre 2 741 millions de F CFA en 2011, soit un peu moins de 13,4 % par rapport à l'année passée.

Les dotations aux provisions pour créances douteuses et litigieuses, ont été constituées à hauteur de 14 097 millions de F CFA. Par contre, des créances irrécouvrables provisionnées à hauteur de 3 836 millions de F CFA ont été passées en pertes et les provisions reprises à due concurrence.

La marge d'intermédiation bancaire a progressé de 4 % sur une année glissante et conserve une avance de 1,2 % sur les prévisions de budget fixées à 22 900,5 millions de F CFA. En effet, elle est de 23 174 millions de F CFA en 2012, contre 22 296,7 millions de F CFA en 2011.

➤ PNB + 3,8 %

Le Produit Net Bancaire s'établit à 32 817 millions de F CFA contre 31 627 millions de F CFA l'année dernière, soit une croissance de 3,8 %. Les prévisions budgétaires de 32 197 millions de F CFA, ont été dépassées de 2 %.

Après déduction des charges de fonctionnement et des dotations aux amortissements, le résultat brut d'exploitation est de 16 998,4 millions de F CFA, contre 17 386,5 millions de F CFA à fin 2011, soit une régression de 2,2 %, mais reste presque en ligne avec les prévisions budgétaires.

Le résultat avant impôt affiche 8 331 millions de F CFA, contre 8 546 millions de F CFA l'année précédente. Il est obtenu après déduction de la dotation nette aux provisions sur les créances douteuses et litigieuses de 10 307 millions de F CFA et une reprise nette du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 1 640 millions de F CFA, et autres provisions et l'imputation des charges et produits à caractères exceptionnels.

➤ Bénéfice Net + 2,7 %

Après imputation de l'impôt sur le résultat qui se chiffre à 403,3 millions de F CFA, **le bénéfice net de l'exercice 2012** s'élève à 7 826 millions de F CFA, en progression de 2,7 % par rapport à 2011, ce qui conduit à la proposition de dividende aux actionnaires de 50 % du capital social.



Le hall de l'Agence Cadjehoun
The Cadjehoun Branch banking hall.



Remise des lots de la « Campagne Épargne 2012 ».
Award of the prizes for the "Campagne Épargne" sales challenge.

3. L'évolution prévisible et les perspectives

L'année 2013 sera la première du Plan Triennal de Développement (PTD) 2013-2015. Sa mise en œuvre sera vigoureusement enclenchée, malgré l'environnement économique encore morose.

Pour l'année 2013, les actions se baseront essentiellement sur l'extension du réseau, l'intensification de l'animation commerciale, la maîtrise accrue des risques et enfin la maîtrise de l'évolution des frais généraux. Ce qui se traduira respectivement par l'élargissement du réseau de 5 nouvelles agences, de l'accroissement du taux d'équipement de la clientèle par de nouveaux produits, notamment de banque-assurance et du prêt immobilier « Prêt Ma Maison », et le renforcement de la nouvelle organisation de la Direction de la Gestion Préventive des Risques (DGPR).

Les chiffres clés budgétés pour 2013, peuvent être résumés comme suit :

| | |
|---------------------------------|--------------------------|
| Encours de ressources | 444,3 milliards de F CFA |
| Encours des engagements directs | 273,4 milliards de F CFA |
| Frais généraux | 13,8 milliards de F CFA |
| Chiffre d'affaires brut | 58,6 milliards de F CFA |
| Produit Net Bancaire | 35,7 milliards de F CFA |
| Résultat Brut d'Exploitation | 19,7 milliards de F CFA |
| Résultat avant impôt | 13,2 milliards de F CFA |
| Résultat net après impôt | 10,5 milliards de F CFA |
| Coefficient d'exploitation | 44,7 % |

4. Notes sur les principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de la BOA-BÉNIN sont établis selon les règles définies par la BCEAO dans le règlement applicable depuis 1990 aux banques de l'UEMOA. Les comptes sociaux au 31 décembre 2012 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Le Conseil d'Administration félicite l'ensemble du personnel pour le travail accompli en l'exhortant à poursuivre cet engagement, et remercie les actionnaires pour leur soutien constant et sans réserve.

Report by the Board of Directors

to the Annual General Meeting held on 18 April 2013

1. Economic & financial trends during fiscal year 2012

1.1. The international and regional environment

A glint of hope appeared in early 2012, inspired by an upturn in macroeconomic and market indicators in industrialised countries that suggested that the impact of the global economic slowdown would fade faster than expected. However, it has since then given way to fears over future trends in the global economy.

Sluggishness in the **Euro zone** economy had a negative impact on global trade and thus partially undermined the economic recovery seen in most emerging and industrialised countries. The latest forecasts of the International Monetary Fund (IMF) suggest **global economic growth of 3.5% in 2012 vs. 3.9% in 2011 and 5.3% in 2010.**

For China and India, two of the main drivers of global growth, the IMF forecasts 8.2% growth in gross domestic product (GDP) in China in 2012 vs. 9.2% in 2011, and 6.9% in India in 2012 vs. 7.2% in 2011.

The economies of **industrial economies** grew less strongly, at an estimated 1.4% in 2012 vs. 1.6% in 2011. This slowdown is due mainly to Euro zone economies, where estimated growth of -0.3% in 2012 was not offset by the estimated 2.1% growth in the United States.

The countries of the **West African Economic and Monetary Union (WAEMU)** benefited in 2012 from the positive impact of the normalisation of the socio-political situation and the faster-than-expected recovery in Côte d'Ivoire.

Member-countries continued implementing actions to consolidate peace and security, as well as structural reforms, which have lent some support to capital inflows in certain countries, particularly Côte d'Ivoire, and led to robust economic growth within the WAEMU in 2012. However, intra-regional trade and economic growth were hit by the fallout of the socio-political crisis in Mali and Guinea-Bissau. Even so, according to the latest projections of the Central Bank of West African States (CBWAS), **real economic growth in the WAEMU came to 5.3% in 2012, up from 0.6% in 2011**

1.2. The Beninese economy

In 2012, economic activity benefited from the positive impact of government initiatives as part of the reform and modernisation of public administration, as well as the promotion of public-private partnerships and local development. It was also expected to be driven by more solid farming output and robust harbour activity with the implementation of the New Generation Import Verification Programme. However, this programme was suspended by the authorities in May 2012 and a new tender process may be in the works. All in all, **real GDP growth was estimated at 3.5%, a 0.4-point improvement compared to 2011 (3.5%).**

As in 2011, economic growth was driven by the tertiary and primary sectors, which contributed an estimated 1.8 and 1.1 points, respectively. The boom in services was due mainly to the consolidation in activity at the Autonomous Port of Cotonou, in relation with continued reforms aiming to step up domestic security and to enhance its efficiency, particularly through the 2011 installation of a one-stop-shop. Strength in the primary sector was driven by expanded farming output.

To accelerate growth in Benin the authorities must lift several obstacles, the greatest of which are the poor business climate, as reflected in the country's ranking in the World's Bank's Doing Business report, and the poor level of economic governance. The most urgent concerns to address in this area are:

- the return to healthier and more predictable management of public finances and the paying down of domestic debt;
- an overall strategy to combat corruption and impunity;
- transparency in public procurement procedures;
- streamlining of the sourcing of public-sector goods and services;
- healthy and efficient management of land.

It was against this backdrop that the head of state held an economic forum to stimulate public-private dialogue and boost Beninese economy. This forum brought together government officials, economic actors, and representatives of the civil service, national institutions and external actors.

For 2013 the Beninese authorities project 4.5% growth, up from 3.5% in 2012, driven mainly by the following:

- strengthening of human resources and infrastructures to support production;
- modernisation of agriculture and promotion of agro-food industries;
- local development.

2. The Bank's situation and financial results for fiscal year 2012

2.1. Highlights of the financial year

The branch network expanded in 2012 with the opening of two new branches (Gbégamey and a new SEGUB port branch), thus raising to 43 the number of branches, including two at the port. In addition, on 18 April 2012 a Business Centre was opened at premises formerly used by the Central Branch.

Construction began on several branches in 2012 – Fidjrossè (in Cotonou), Savalou, Lokossa and N'Dali – and will be completed in 2013, and one of the three branches in Parakou is being relocated.

In human resources 73 employees have been recruited to cover the needs of several different departments and, above all, to staff the new branches.

In sales and marketing the "Prêt Mon équipement" plan was launched in partnership with a dealer appliances through various annual campaigns (Savings and Deposits campaign) and through various sponsoring initiatives. Several marketing initiatives were launched in 2012 to make the Bank even more visible and to publicise it better.

2.2. Balance sheet and income statement

In 2012 the Bank's **total assets** crossed the CFAF 600 billion barrier, coming to CFAF 617,867 million, 12% above the CFAF 551,466 million figure of one year earlier.

Customer loans exceeded CFAF 400 billion, and came to CFAF 400,589 million. BOA-BÉNIN maintained its market share at 28.74% in customer loans.

Demand deposits, which accounted for 45.2% of all customer deposits, fell by 5.2% during the year to CFAF 181.1 billion at end-2012 from CFAF 191 billion one year earlier. This poor performance was due to current accounts (-15.4%).

Savings deposits rose by 12.9% to CFAF 60.3 billion from CFAF 53.4 billion one year earlier.

Term deposits rose by 22.4%, from CFAF 123.3 billion to CFAF 150.9 billion. However, they shrank by 4.6% during the fourth quarter.

Other deposits fell by CFAF 8.1 billion (44.1%) vs. 2011. This was 48.9% below forecasts.

Direct commitments at 31 December 2012 came to CFAF 223.4 billion, or 1.4% higher than in 2011, driven mainly by the 13.6% increase in medium-term loans. This amounted to 84% of the budgeted figure (CFAF 266 billion). Market share was 21.92% as of the end of December 2012.

Short-term loans fell by 8.2% on the year to CFAF 109.3 billion from CFAF 119 billion one year earlier. This was due partly to the drop in seasonal agricultural lending from CFAF 11 billion to CFAF 3.6 billion. Seasonal agricultural financing is done through syndication structured by the West African Development Bank (WADB). CFAF 5.5 billion was allocated to BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN), which explains the low figure for 2012.

Overdrafts and discounts rose by 11.8% and 4.9%, respectively.

Medium-term loans rose by 13.6% to CFAF 110.5 billion from CFAF 97.3 billion one year earlier. Medium-term business loans increased by 14.3%, while average loan volumes to retail customers rose by 6.8%. The overall figure was 5.3% ahead of the CFAF 105 billion budgeted figure.

Long-term loans came to CFAF 3.6 billion, below both the budgeted figure (CFAF 22.5 billion) and the 2011 figure (CFAF 3.9 billion).

Off-balance sheet commitments came to CFAF 53.4 billion, below last year's level of CFAF 66.2 billion and the CFAF 74.8 billion budgeted figure. New letters of credit came to CFAF 10.4 billion at end-December 2012 vs. CFAF 17.8 billion one year earlier and the CFAF 17.1 billion forecast. Sureties and draft approvals came to CFAF 43 billion, vs. CFAF 57.8 billion forecast and CFAF 48.4 billion in 2011.

Benin's economic difficulties made it impossible for some Bank customers to pay off their loans on time in 2012. As a result, CFAF 13 billion in outstanding loans were placed under surveillance.

Operating income rose by 5.6% to CFAF 53,370 million from 2011, driven mainly the 14.8% increase in income on cash and interbank operations and the 16.8% increase in revenues on investments.

Banking expenses rose by 8.4% to CFAF 20,554 million from CFAF 18,953 million in 2011, due to a 48.6% increase in costs of cash and interbank operations. This results from our frequent money-market transactions.

Direct operating expenses rose by 11.8% to CFAF 13,968 million in 2012, due to the increase in personnel costs and other direct operating expenses.

Personnel costs increased by 8.0% on the year, from CFAF 5,706 million to CFAF 6,164 million, driven by 73 new hires and salary increases in line with the rise of around 7.5% in the wage price index.

Other direct operating expenses rose by 15.0% to CFAF 7,804 million from one year earlier and were 17.4% above budgeted forecasts. This increase is due to changes in the organisational set-up.

Amortisation expenses rose by 5.7%, from CFAF 1,751 million to CFAF 1,850.7 million one year later. When excluding fixed assets in progress, there were CFAF 2,375 million in investments in 2012 vs. CFAF 2,741 million in 2011, or a little less than 13.4% vs. the previous year.

Provisions for doubtful and litigious loans were set aside in the amount of CFAF 14,097 million. However, CFAF 3,836 million in loans were written off, and provisions were activated accordingly.

The bank intermediation margin rose by 4% to CFAF 23,174 million in 2012 from CFAF 22,296.7 million in 2011, which was 1.2% ahead of the CFAF 22,900.5 million budgeted figure.

Net banking income rose by 3.8% to CFAF 32,817 million from CFAF 31,627 million last year. This exceeded the CFAF 32,197 million budgeted figure by 2%.

After deduction of operating costs and amortisation gross operating income declined by 2.2% to CFAF 16,998.4 million, from CFAF 17,386.5 at end-2011 but was still in line with budget forecasts.

Pre-tax income came to CFAF 8,331 million, vs. CFAF 8,546 million last year. This came after the CFAF 10,307 reduction in net provisions for doubtful and litigious loans and a net reversal of Funds for General Banking Risks (FGBR) of CFAF 1,640 million and other provisions and the subtraction of exceptional income and expenses.

After subtracting CFAF 403.3 million in corporate income tax, **net income for 2012** came to CFAF 7,826 million, up 2.7% vs. 2011. On this basis we propose to pay out a dividend to shareholders equal to 50% of share capital.

3. Forecast trends and outlook

2013 will be the first year of the 2013-2015 Three-Year Development Plan. Although the economy remains sluggish, the plan will be launched aggressively.

In 2013 initiatives will mainly involve an expansion of the network, more aggressive marketing, enhanced risk control and greater control over overheads. This will be seen in the expansion of the network with five new branches, increased product penetration by selling new products to customers, such as bancassurance and the "Prêt Ma Maison" home acquisition loan, and the expansion of the new organisational set-up of the Preventive Risk Management Department.

Figures budgeted for 2013 can be summarised as follows:

| | |
|------------------------|--------------------|
| Deposits | CFAF 444.3 billion |
| Direct commitments | CFAF 273.4 billion |
| Operating overheads | CFAF 13.8 billion |
| Gross revenues | CFAF 58.6 billion |
| Net banking income | CFAF 35.7 billion |
| Gross operating income | CFAF 19.7 billion |
| Pre-tax income | CFAF 13.2 billion |
| After-tax income | CFAF 10.5 billion |
| Cost-income ratio | 44.7% |

4. Notes on accounting principles and methods

The annual accounts of BOA-BÉNIN have been drawn up in accordance with rules set by CBWAS in the regulations applicable since 1990 to WAEMU banks. Parent-company accounts as of 31 December 2012 have been presented on the basis of the same valuation methods as those of the previous financial year and are in compliance in their form and their presentation to the banking profession's recommendations and those of the CBWAS.

The Board of Directors congratulates all staff members for what they have achieved and encourages them to continue to show such strong commitment. They also thank the shareholders for their active and unequivocal support.



Le partenariat BOA - CFAO aux « Journées portes ouvertes du Crédit Automobile ».

BOA - CFAO partnership at Auto credit Open Days.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2012 avec des fonds propres effectifs de 44 357 millions de F CFA, le compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net de 7 826 millions de F CFA et l'état annexé comprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives relatives au bilan et au compte de résultat.

Le présent rapport porte sur :

- le contrôle des états financiers de synthèse,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

1. Contrôle des états financiers de synthèse

La Direction Générale et le Conseil d'Administration sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux dispositions de la réglementation bancaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ainsi les états financiers de l'exercice 2012 ont été établis par la Direction Générale et arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 février 2013.

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous certifions que les états financiers annuels de la BOA-BÉNIN sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice, conformément aux dispositions de la réglementation bancaire de l'UEMOA.

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur la mention relative aux créances en souffrance présentées en point 1.3 dans les notes annexes des états financiers de la Banque.

2. Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers de synthèse.

Les Commissaires aux Comptes

Cotonou, le 26 mars 2013

FIDUCIAIRE D'AFRIQUE

N° d'inscription
OECCA-BÉNIN ; 016-SE
Représenté par :
Ellen TOGNISSO ADJAH

MAZARS BÉNIN

N° d'inscription
OECCA-BÉNIN ; 018-SE
Représenté par :
Armand FANDOHAN

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2012

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) du 17 avril 1997, nous vous présentons notre Rapport Spécial sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre la Banque et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes, ou entre la Banque et toute autre entreprise dont l'un des Administrateurs, un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint serait propriétaire, associé en nom, Gérant, Administrateur ou Directeur (art. 438). Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations courantes conclues à des conditions normales (art. 439).

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, nous devons vous informer de la situation des prêts et garanties consentis par la Banque et visés à l'article 45 de la loi cadre portant réglementation bancaire.

1. Conventions visées à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA

1.1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a pas avisés de la conclusion d'une nouvelle convention sur l'exercice 2012.

1.2. Conventions conclues antérieurement dont l'exécution s'est poursuivie durant cet exercice

1.2.1. Avec Monsieur Georges ABALLO

Administrateur concerné : Monsieur Georges ABALLO.

Nature, objet et modalités de la convention : il s'agit d'une convention de bail qui porte sur la location par la BOA-BÉNIN de locaux à usage commercial situés à Cotonou, Boulevard de France. Les loyers relatifs à cette location se sont élevés à 13,3 millions de F CFA au titre de l'exercice 2012.

1.2.2. Avec l'Archevêché de Cotonou

Administrateur concerné : Abbé Jean Joachim ADJOVI.

Nature, objet et modalités de la convention : il s'agit d'une convention de bail qui porte sur la location par la BOA-BÉNIN de locaux à usage commercial situés à la paroisse Saint Michel de Cotonou. Les loyers relatifs à cette location se sont élevés à 23 millions de F CFA au titre de l'exercice 2012.

1.2.3. Avec la société ACTIBOURSE

Administrateurs concernés :

- Monsieur Paulin Laurent COSSI;
- BOA-GROUP, représentée par Monsieur Mohamed BENNANI;
- BOA-BÉNIN.

Nature, objet et modalités de la convention : elle comprend la mise à disposition par la BOA-BÉNIN de moyens de télécommunication et de locaux à usage de bureaux sis au boulevard de France à Cotonou ; cette location est consentie pour une durée de 18 mois depuis le 1^{er} juillet 2001, renouvelable par tacite reconduction. Les consommations d'eau et d'électricité sont également refacturées par la BOA-BÉNIN à ACTIBOURSE.

Au titre de l'exercice 2012, les produits engendrés par cette convention s'élèvent à 23 millions de F CFA, refacturés au profit de la BOA-BÉNIN.

1.2.4. Avec la société AFH-SERVICES

Administrateur concerné : Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature, objet et modalités de la convention : il s'agit d'une convention d'assistance technique.

Des frais d'assistance technique ont été facturés par AFH-SERVICES pour un montant de 736 millions de F CFA au titre de l'exercice 2012.

Ces charges concernent principalement les prestations relatives :

| | |
|---|-----------------------|
| - à l'Inspection Générale | 91 millions de F CFA |
| - à l'Organisation | 83 millions de F CFA |
| - à l'Informatique | 109 millions de F CFA |
| - au Secrétariat Général | 70 millions de F CFA |
| - à la Direction des Finances | 126 millions de F CFA |
| - à la Direction du Crédit | 108 millions de F CFA |
| - au Secrétariat Juridique | 54 millions de F CFA |
| - au Contrôle des charges | 48 millions de F CFA |
| - à l'Animation et au Pilotage Commercial | 47 millions de F CFA |

1.2.5. Avec la BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN (BHB)

Administrateurs concernés :

- BOA-BÉNIN représentée par son Directeur Général ;
- Messieurs Paul DERREUMAUX, Georges ABALLO, Benoît MAFFON, Francis SUEUR.

Nature, objet et modalités de la convention :

Convention de bail

La BOA-BÉNIN a conclu le 1^{er} avril 2005 avec la BHB une convention de mise à disposition de locaux professionnels renouvelable par tacite reconduction après une période de 12 mois. Les consommations d'eau et d'électricité sont également refacturées par la BOA-BÉNIN à la BHB.

Les loyers encaissés par la BOA-BÉNIN se sont élevés à 12 millions de F CFA en 2012 tandis que les revenus relatifs à la refacturation de l'eau et de l'électricité se sont élevés à 15 millions de F CFA.

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2012

Convention d'assistance technique

La convention couvre la fourniture de prestations techniques dans le cadre d'aménagement, de rénovation, de réhabilitation ou de construction neuve d'agences bancaires. Par le biais de cette convention entrée en vigueur en 2008, la BHB fournit à la BOA-BÉNIN des prestations techniques allant de la programmation à la maîtrise d'œuvre, dans le cadre de divers travaux d'aménagement, de rénovation, de réhabilitation ou de construction neuve d'agences bancaires.

Des charges d'honoraires de 3,6 millions de F CFA ont été facturées à la BOA-BÉNIN au 31 décembre 2012.

2. Conventions conclues au titre de l'article 45 de la nouvelle loi bancaire

Le solde des prêts et garanties visés à l'article 45 de la loi bancaire s'élève à 3 593 millions de F CFA au 31 décembre 2012 et représente 8,10 % des fonds propres effectifs pour un maximum réglementaire de 20 %.

Les Commissaires aux Comptes

Cotonou, le 26 mars 2013

FIDUCIAIRE D'AFRIQUE

N° d'inscription

OECCA-BENIN ; 016-SE

Représenté par :

Ellen TOGNISSO ADJAH

MAZARS BÉNIN

N° d'inscription

OECCA-BENIN ; 018-SE

Représenté par :

Armand FANDOHAN

ACCRA - GHANA 7TH OF APRIL 2025, 11-45-05 AM



© MW DDB

Bilan - Compte de résultat - Résolutions

Balance sheet - Income Statement - Resolutions

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

| Actif / Assets | 2011* | 2012* |
|--|------------------------|------------------------|
| CAISSE / CASH | 13 375 291 513 | 16 753 263 272 |
| CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS | 56 772 299 476 | 80 077 472 496 |
| • À VUE / DEMAND DEPOSITS | 15 406 578 062 | 22 662 696 456 |
| • BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK | 11 774 314 810 | 15 462 356 639 |
| • TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK | 100 386 886 | 106 345 881 |
| • AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS | 3 531 876 366 | 7 093 993 936 |
| • À TERME / TERM DEPOSITS | 41 365 721 414 | 57 414 776 040 |
| CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS | 220 317 296 285 | 223 446 536 255 |
| • PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS | 3 811 023 715 | 1 510 177 690 |
| • CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT | | |
| • CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT | 3 811 023 715 | 1 510 177 690 |
| • AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES | 197 119 249 646 | 201 604 658 289 |
| • CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT | 11 143 252 061 | 3 663 749 295 |
| • CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT | 185 975 997 585 | 197 940 908 994 |
| • COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS | 19 387 022 924 | 20 331 700 276 |
| • AFFACTURAGE / FACTORING | | |
| TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES | 186 755 556 239 | 189 728 226 337 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS | 41 480 299 088 | 69 809 129 529 |
| CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS | 1 372 901 809 | 304 447 547 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS | 561 694 444 | 586 717 867 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS | 14 375 757 421 | 15 604 118 216 |
| ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES | | |
| AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS | 8 935 366 751 | 13 490 006 921 |
| COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS | 7 520 078 547 | 8 067 907 538 |
| ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL | | |
| TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS | 551 466 541 573 | 617 867 825 978 |
| Hors Bilan / Off-Balance-Sheet | 2011* | 2012* |
| ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN | 83 832 219 472 | 71 089 257 697 |
| • ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS | 17 815 567 267 | 10 396 571 215 |
| • EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS | | |
| • EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS | 17 815 567 267 | 10 396 571 215 |
| • ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN | 66 016 652 205 | 60 692 986 482 |
| • D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS | 17 655 738 369 | 17 655 738 369 |
| • D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS | 48 360 913 836 | 43 037 248 113 |
| • ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES | | |

Balance sheet for the last two financial years (in CFAF)

| Passif / Liabilities | 2011* | 2012* |
|--|------------------------|------------------------|
| DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES | 91 965 016 263 | 132 963 620 207 |
| • À VUE / DEMAND DEPOSITS | 15 880 562 552 | 19 990 620 207 |
| • TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK | 8 653 185 669 | 7 020 065 791 |
| • AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS | 7 227 376 883 | 12 970 554 416 |
| • À TERME / TERM DEPOSITS | 76 084 453 711 | 112 973 000 000 |
| DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS | 382 461 422 625 | 400 589 120 558 |
| • COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS | 52 769 875 357 | 59 508 593 243 |
| • COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS | 679 472 873 | 821 943 022 |
| • BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS | | |
| • AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS | 199 618 477 285 | 184 726 493 541 |
| • AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS | 129 393 597 110 | 155 532 090 752 |
| DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES | 3 600 000 000 | 2 400 000 000 |
| AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES | 8 094 298 612 | 5 679 675 713 |
| COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS | 9 270 748 372 | 15 799 852 102 |
| ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES | 338 619 451 | 2 542 142 584 |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS | | |
| FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS | | |
| EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES | | |
| FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS | 8 838 331 691 | 7 198 194 805 |
| CAPITAL / CAPITAL | 10 072 680 000 | 10 072 680 000 |
| PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS | 10 492 915 761 | 10 492 915 761 |
| RÉSERVES / RESERVES | 18 036 523 916 | 22 179 905 884 |
| ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES | | |
| REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-) | 673 438 426 | 123 530 914 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME | 7 622 546 456 | 7 826 187 450 |
| TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES | 551 466 541 573 | 617 867 825 978 |
| Hors Bilan / Off-Balance-Sheet | 2011* | 2012* |
| ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED | 438 566 959 878 | 458 125 276 877 |
| • ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS | | |
| • REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS | | |
| • REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS | | |
| • ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED | 438 566 959 878 | 458 125 276 877 |
| • REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS | 20 100 000 | 20 100 000 |
| • REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS | 438 546 859 878 | 458 105 176 877 |
| • ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES | | |

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

| Charges / Expenses | 2011* | 2012* |
|---|-----------------------|-----------------------|
| INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES | 13 813 212 868 | 15 923 262 800 |
| • SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES | 2 345 736 038 | 3 686 014 920 |
| • SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS | 11 184 804 840 | 12 052 572 811 |
| • SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES | 258 667 397 | 184 675 069 |
| • SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT | 24 004 593 | 0 |
| • AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES | | |
| CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS | 1 549 138 480 | 989 915 876 |
| COMMISSIONS / COMMISSION | 126 758 442 | 153 529 940 |
| CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS | 3 273 078 207 | 3 294 625 623 |
| • CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES | 57 526 149 | 0 |
| • CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES | 3 215 552 058 | 3 294 625 623 |
| • CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES | | |
| • CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS | | |
| CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES | 145 264 583 | 191 748 546 |
| FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS | 12 489 355 517 | 13 967 680 457 |
| • FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS | 5 706 491 852 | 6 163 813 534 |
| • AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS | 6 782 863 665 | 7 803 866 923 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS | 1 751 577 443 | 1 850 659 222 |
| SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS | 8 840 480 139 | 10 307 092 169 |
| EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES | 316 377 138 | 197 164 544 |
| PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS | 263 295 027 | 223 575 320 |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX | 502 695 600 | 403 321 843 |
| BÉNÉFICE / PROFIT | 7 622 546 456 | 7 826 187 450 |
| TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES | 50 693 779 900 | 55 328 763 790 |

Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

| Produits / Income | 2011* | 2012* |
|---|-----------------------|-----------------------|
| INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME | 25 918 118 978 | 27 621 037 520 |
| • SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS | 2 639 711 134 | 3 029 200 705 |
| • SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS | 20 903 871 635 | 21 294 521 473 |
| • SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES | 22 750 353 | 2 519 113 |
| • SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES | 2 351 785 856 | 3 294 796 229 |
| • AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME | | |
| PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES | | |
| / INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS | 1 380 410 245 | 918 152 053 |
| COMMISSIONS / COMMISSION | 4 671 345 917 | 4 081 065 670 |
| PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS | 17 778 994 699 | 18 964 617 664 |
| • PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES | 10 417 200 777 | 11 550 530 011 |
| • DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME | 1 189 251 499 | 1 313 687 352 |
| • PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS | 4 238 433 993 | 4 675 440 135 |
| • PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS | 1 934 108 430 | 1 424 960 166 |
| PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS | 132 668 385 | 430 022 855 |
| PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME | 653 348 452 | 1 354 965 731 |
| REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | | |
| / WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS | | |
| SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN | | |
| / SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS | | |
| EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES | | |
| GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS | | 1 640 136 886 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME | 115 391 641 | 215 601 804 |
| PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS | 43 501 583 | 103 163 607 |
| PERTES / LOSS | | |
| TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME | 50 693 779 900 | 55 328 763 790 |

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

| Produits & Charges | 2011* | 2012* |
|--|------------------------|------------------------|
| INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS | 25 918 118 978 | 27 621 037 520 |
| • SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES | 2 639 711 134 | 3 029 200 705 |
| • SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE | 20 903 871 635 | 21 294 521 473 |
| • SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS | 22 750 353 | 2 519 113 |
| • SUR TITRES D'INVESTISSEMENT | 2 351 785 856 | 3 294 796 229 |
| • AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS | | |
| PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES | 1 380 410 245 | 918 152 053 |
| INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES | -13 813 212 868 | -15 923 262 800 |
| • SUR DETTES INTERBANCAIRES | -2 345 736 038 | -3 686 014 920 |
| • SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE | -11 184 804 840 | -12 052 572 811 |
| • SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE | -258 667 397 | -184 675 069 |
| • SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS | -24 004 593 | 0 |
| • AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES | | |
| CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES | -1 549 138 480 | -989 915 876 |
| MARGE D'INTÉRÊT | 11 936 177 875 | 11 626 010 897 |
| PRODUITS DE COMMISSIONS | 4 671 345 917 | 4 081 065 670 |
| CHARGES DE COMMISSIONS | -126 758 442 | -153 529 940 |
| RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS | 4 544 587 475 | 3 927 535 730 |
| RÉSULTATS NETS SUR : | | |
| • OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT | 10 359 674 628 | 11 550 530 011 |
| • DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS | 1 189 251 499 | 1 313 687 352 |
| • OPÉRATIONS DE CHANGE | 1 022 881 935 | 1 380 814 512 |
| • OPÉRATIONS DE HORS BILAN | 1 934 108 430 | 1 424 960 166 |
| RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 14 505 916 492 | 15 669 992 041 |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 132 668 385 | 430 022 855 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | -145 264 583 | -191 748 546 |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE | 653 348 452 | 1 354 965 731 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE | | |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 31 627 434 096 | 32 816 778 708 |
| FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION | -12 489 355 517 | -13 967 680 457 |
| • FRAIS DE PERSONNEL | -5 706 491 852 | -6 163 813 534 |
| • AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX | -6 782 863 665 | -7 803 866 923 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | -1 751 577 443 | -1 850 659 222 |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | | |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 17 386 501 136 | 16 998 439 029 |
| RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR | -8 840 480 139 | -10 307 092 169 |
| EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG | | 1 640 136 886 |
| RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT) | 8 546 020 997 | 8 331 483 746 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | -200 985 497 | 18 437 260 |
| RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS | -219 793 444 | -120 411 713 |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | -502 695 600 | -403 321 843 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 7 622 546 456 | 7 826 187 450 |

Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

| Income & Expenses | 2011* | 2012* |
|---|------------------------|------------------------|
| INTEREST & SIMILAR INCOME | 25 918 118 978 | 27 621 037 520 |
| • ON INTERBANK LOANS | 2 639 711 134 | 3 029 200 705 |
| • ON CUSTOMER LOANS | 20 903 871 635 | 21 294 521 473 |
| • ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES | 22 750 353 | 2 519 113 |
| • ON INVESTMENT SECURITIES | 2 351 785 856 | 3 294 796 229 |
| • OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME | | |
| INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS | 1 380 410 245 | 918 152 053 |
| INTEREST & SIMILAR EXPENSES | -13 813 212 868 | -15 923 262 800 |
| • ON INTERBANK LIABILITIES | -2 345 736 038 | -3 686 014 920 |
| • ON CUSTOMER DEPOSITS | -11 184 804 840 | -12 052 572 811 |
| • ON DEBT SECURITIES | -258 667 397 | -184 675 069 |
| • ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES | -24 004 593 | 0 |
| • OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES | | |
| EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS | -1 549 138 480 | -989 915 876 |
| INTEREST MARGIN | 11 936 177 875 | 11 626 010 897 |
| COMMISSION INCOME | 4 671 345 917 | 4 081 065 670 |
| COMMISSION EXPENSES | -126 758 442 | -153 529 940 |
| NET RESULT FROM COMMISSION | 4 544 587 475 | 3 927 535 730 |
| NET RESULT FROM | | |
| • INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS | 10 359 674 628 | 11 550 530 011 |
| • DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS | 1 189 251 499 | 1 313 687 352 |
| • FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS | 1 022 881 935 | 1 380 814 512 |
| • OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS | 1 934 108 430 | 1 424 960 166 |
| NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS | 14 505 916 492 | 15 669 992 041 |
| OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS | 132 668 385 | 430 022 855 |
| OTHER BANK OPERATING EXPENSES | -145 264 583 | -191 748 546 |
| OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS | 653 348 452 | 1 354 965 731 |
| OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES | | |
| NET OPERATING INCOME | 31 627 434 096 | 32 816 778 708 |
| OPERATING OVERHEADS | -12 489 355 517 | -13 967 680 457 |
| • PERSONNEL COSTS | -5 706 491 852 | -6 163 813 534 |
| • OTHER OVERHEADS | -6 782 863 665 | -7 803 866 923 |
| DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS | -1 751 577 443 | -1 850 659 222 |
| WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS | | |
| GROSS OPERATING PROFIT | 17 386 501 136 | 16 998 439 029 |
| NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS | -8 840 480 139 | -10 307 092 169 |
| EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS | | 1 640 136 886 |
| PRE-TAX OPERATING INCOME | 8 546 020 997 | 8 331 483 746 |
| EXTRAORDINARY ITEMS | -200 985 497 | 18 437 260 |
| INCOME FROM PREVIOUS YEARS | -219 793 444 | -120 411 713 |
| CORPORATE INCOME TAX | -502 695 600 | -403 321 843 |
| NET INCOME FOR THE YEAR | 7 622 546 456 | 7 826 187 450 |

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 18 avril 2013

1 Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2012, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le compte de résultat et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2012 se solde par un bénéfice de 7 826 187 450 F CFA, après une dotation aux provisions nette de 10 307 092 169 F CFA, une dotation aux amortissements de 1 850 659 222 F CFA et après le paiement de l'impôt sur les bénéfices de 403 321 843 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur les Sociétés Commerciales et le GIE et par l'article 35 de la loi n° 2012-24 du 24 juillet 2012 portant réglementation bancaire, approuve sans réserves ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2012. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

2 Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve l'affectation suivante de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

| | En F CFA |
|--|----------------------|
| Report à nouveau antérieur | 123 530 914 |
| Résultat de l'exercice | 7 826 187 450 |
| Réserve légale (15 % du résultat net) | 1 173 928 117 |
| Résultat distribuable | 6 775 790 247 |
| Dividendes (10 % du capital) | 1 007 268 000 |
| Dividendes exceptionnels (40 % du capital) | 4 029 072 000 |
| Réserves complémentaires | 1 500 000 000 |
| Nouveau report à nouveau | 239 450 247 |

3 Troisième Résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 7 % sur le dividende brut global, il soit effectivement versé aux actionnaires un dividende net d'impôt d'un montant de 4 650 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement se fera au 08 mai 2013, au secrétariat de la Société de Gestion et d'Intermédiation ACTIBOURSE.

4 Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait, d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Resolutions

Annual General Meeting held on 18 April 2013

1 First Resolution

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditors' general report on fiscal year 2012, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports. The 2012 financial year closed with a profit of CFAF 7,826,187,450 after a net provision of CFAF 10,307,092,169, amortisations of CFAF 1,850,659,222 and payment of CFAF 403,321,843 in corporate income tax.

In addition, after reviewing the external auditors' Special Report on agreements covered by article 440 of the Uniform Act of OHADA on commercial businesses and economic interest groups, and by article 35 of Law N° 2012-24 of 24 July 2012 on banking regulations, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during year 2012. The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the same period.

2 Second Resolution

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

| | In CFAF |
|---------------------------------------|----------------------|
| Previous balance brought forward | 123,530,914 |
| Income for the period | 7,826,187,450 |
| Legal reserve (15% of net income) | 1,173,928,117 |
| Distributable income | 6,775,790,247 |
| Dividend (10% of capital) | 1,007,268,000 |
| Exceptional dividend (40% of capital) | 4,029,072,000 |
| Additional reserves | 1,500,000,000 |
| New balance brought forward | 239,450,247 |

3 Third Resolution

In accordance with the previous resolution, and after deliberation, the Annual General Meeting decided that, after payment to the State of tax on income from securities at 7% of the gross dividend, shareholders will effectively be paid a dividend net of tax of CFAF 4,650 per share of CFAF 10,000.

Payment will take place on 8 May 2013 at the administrative office of the management and intermediation company, ACTIBOURSE.

4 Fourth Resolution

The Annual General Meeting conferred on all holders of an extract, an original or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

Annexes

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BÉNIN sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2012 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN LIBELLÉS EN DEVICES

Les créances et les dettes, ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises, sont convertis en F CFA aux cours de change applicables aux opérations au 31 décembre 2012.

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVICES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté journalier ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou de paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle. Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2012 s'élève à 84 %. Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

| | |
|--|----------|
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 33 1/3 % |
| CONSTRUCTIONS | 5 % |
| MATÉRIEL DE TRANSPORT | 25 % |
| AMÉNAGEMENTS - INSTALLATIONS | 10 % |
| MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU, OUTILLAGE (SELON NATURE) | 10-15 % |
| MATÉRIEL INFORMATIQUE | 20 % |

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

| Échéance | Au 31/12/2011* | | Au 31/12/2012* | |
|--------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| | CRÉANCES | DETTES | CRÉANCES | DETTES |
| DE 0 À 1 MOIS | 25 831 | 89 965 | 46 238 | 131 214 |
| DE 1 MOIS À 3 MOIS | 9 630 | 2 000 | 1 772 | 1 750 |
| DE 3 MOIS À 6 MOIS | 1 595 | | 831 | |
| DE 6 MOIS À 2 ANS | 7 497 | | 13 395 | |
| DE 2 ANS À 5 ANS | 10 338 | | 10 815 | |
| PLUS DE 5 ANS | 1 883 | | 7 026 | |
| TOTAL | 56 774 | 91 965 | 80 077 | 132 964 |

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

| Échéance | Au 31/12/2011* | | Au 31/12/2012* | |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | CRÉANCES | DETTES | CRÉANCES | DETTES |
| DE 0 À 1 MOIS | 96 254 | 270 908 | 87 796 | 268 955 |
| DE 1 MOIS À 3 MOIS | 23 211 | 16 796 | 19 395 | 11 722 |
| DE 3 MOIS À 6 MOIS | 10 305 | 12 660 | 12 410 | 8 940 |
| DE 6 MOIS À 2 ANS | 40 076 | 26 990 | 40 704 | 12 999 |
| DE 2 ANS À 5 ANS | 36 024 | 31 819 | 34 357 | 97 973 |
| PLUS DE 5 ANS | 4 458 | 23 288 | 4 800 | |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | 9 989 | | 23 985 | |
| TOTAL | 220 317 | 382 461 | 223 447 | 400 589 |

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

| Agents économiques | Au 31/12/2011* | | Au 31/12/2012* | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | CRÉANCES | DETTES | CRÉANCES | DETTES |
| PARTICULIERS | 58 162 | 125 602 | 54 488 | 129 221 |
| ENTREPRISES PRIVÉES | 152 601 | 171 653 | 159 497 | 168 925 |
| SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS | 8 320 | 13 849 | 8 178 | 12 343 |
| ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS | 1 234 | 71 357 | 1 284 | 90 100 |
| TOTAL | 220 317 | 382 461 | 223 447 | 400 589 |

* En millions de F CFA.

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| CRÉANCES DOUTEUSES | 38 001 | 47 064 |
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | -31 973 | -39 721 |
| CRÉANCES DOUTEUSES NETTES | 6 028 | 7 343 |
| CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES | 3 961 | 16 642 |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES | 9 989 | 23 985 |

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

| Participation | Montant participation* | | Capital* | Part BOA % |
|--|------------------------|--------------|----------|---------------|
| | BRUT | NET | | |
| DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS | | | | |
| • ACTIBOURSE S.A. | 71 | 71 | 525 | 20,33 % |
| • BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE | 141 | 141 | 7 200 | 2,35 % |
| • BOA-FRANCE | 656 | 346 | 6 560 | 10,00 % |
| • BANK OF AFRICA – KENYA | 3 550 | 3 550 | 19 640 | 15,83 % |
| • BANK OF AFRICA – MALI | 8 | 8 | 7 200 | 0,05 % |
| • BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL | 196 | 196 | 8 500 | 2,14 % |
| • BANK OF AFRICA – TOGO | 504 | 504 | 10 000 | 5,04 % |
| • BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN | 1 553 | 1 553 | 5 000 | 31,06 % |
| • CAURIS CROISSANCE | 525 | 525 | 10 075 | 5,21 % |
| • SOAGA S.A. | 36 | 36 | 500 | 7,20 % |
| SOUS TOTAL | 7 240 | 6 930 | | |

DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS

| | | | | |
|---------------------------------|--------------|--------------|---------|---------|
| • SCI OLYMPE RCI | 65 | 65 | 200 | 32,50 % |
| • UBA VIE | 205 | 205 | 1 000 | 20,50 % |
| • COTEB | 44 | 0 | 2 000 | 2,20 % |
| • STE AISSA | 7 | 7 | 42 | 16,67 % |
| • BOA GROUP S.A. | 37 | 37 | 46 248 | 0,09 % |
| • SOBAC | 100 | 100 | 1 000 | 10,00 % |
| • AGETIP BÉNIN | 9 | 9 | 200 | 4,50 % |
| • AGORA | 375 | 375 | 5 000 | 7,50 % |
| • VISA INC | 76 | 76 | | |
| • GIM UEMOA | 15 | 15 | 1 335 | 1,12 % |
| • SITAB | 50 | 46 | 1 489 | 3,36 % |
| • AIG AFRICAN INF | 497 | 497 | 314 316 | 0,16 % |
| • AFRICINVEST LIMITED | 394 | 394 | 54 570 | 0,72 % |
| • CTMI UEMOA | 2 | 2 | 1 850 | 0,11 % |
| • EMP AFRICA FUND II PCC | 497 | 497 | 314 316 | 0,16 % |
| • SCIE S.A. | 60 | 60 | 650 | 9,23 % |
| • CAI CENTRALE ACHAT INTRANTS | 67 | 67 | 2 000 | 3,35 % |
| • CRRH UEMOA | 100 | 100 | 3 426 | 2,92 % |
| • COMPAGNIE AFFAIRES ET LOISIRS | 13 | 0 | 51 | 25,49 % |
| SOUS TOTAL | 2 613 | 2 552 | | |
| TOTAL PARTICIPATIONS | 9 853 | 9 482 | | |

TITRES D'INVESTISSEMENT 60 327 60 327

TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES 70 180 69 809

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| Nature | Au 31/12/2011* | Augmentations* | Diminutions* | Au 31/12/2012* |
|------------------------|----------------|----------------|--------------|----------------|
| IMMOBILISATIONS BRUTES | 2 241 | 136 | 9 | 2 368 |
| AMORTISSEMENTS CUMULÉS | 1 679 | 102 | | 1 781 |
| TOTAL NET | 562 | 34 | 9 | 587 |

* En millions de F CFA.

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| Nature | Au 31/12/2011* | Augmentations* | Diminutions* | Au 31/12/2012* |
|---|----------------|----------------|--------------|----------------|
| IMMOBILISATIONS BRUTES | 24 156 | 3 670 | 1 225 | 26 601 |
| • IMMOBILISATIONS EN COURS | 400 | 1 408 | 597 | 1 211 |
| • IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION | 22 280 | 1 299 | 628 | 22 951 |
| • IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION | 1 476 | 963 | | 2 439 |
| • IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE | | | | |
| AMORTISSEMENTS | 9 780 | 1 749 | 532 | 10 997 |
| • IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | |
| • IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION | 9 760 | 1 659 | 532 | 10 887 |
| • IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION | 20 | 90 | | 110 |
| TOTAL NET | 14 376 | 1 921 | 693 | 15 604 |

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|-----------------------------------|----------------|----------------|
| DÉBITEURS DIVERS | 2 339 | 1 894 |
| VALEURS NON IMPUTÉES | | |
| VALEURS À L'ENCAISSEMENT | 812 | 2 118 |
| VALEURS À REJETER EN COMPENSATION | 6 | 74 |
| DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS | 854 | 1 425 |
| STOCKS ET EMPLOIS DIVERS | 48 | 329 |
| CRÉANCES RATTACHÉES | 4 876 | 7 650 |
| TOTAL | 8 935 | 13 490 |

2.6.2 Autres passifs

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|-------------------|----------------|----------------|
| DETTES FISCALES | 1 806 | 1 380 |
| DETTES SOCIALES | 104 | 60 |
| CRÉDITEURS DIVERS | 447 | 458 |
| DETTES RATTACHÉES | 5 092 | 3 075 |
| DIVERS | 645 | 707 |
| TOTAL | 8 094 | 5 680 |

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

| Comptes d'ordre et divers actif | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE | 3 053 | 2 744 |
| PRODUITS À RECEVOIR | 435 | 314 |
| DIVERS | 4 032 | 5 010 |
| TOTAL | 7 520 | 8 068 |

2.7.2 Passif

| Comptes d'ordre et divers passif | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| CHARGES À PAYER | 2 342 | 2 646 |
| PRODUITS PERÇUS D'AVANCE | 3 792 | 2 954 |
| DIVERS | 3 137 | 10 200 |
| TOTAL | 9 271 | 15 800 |

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|---------------------------|----------------|----------------|
| CHARGES DE RETRAITE | | |
| ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE | 87 | 2 208 |
| PERTES ET CHARGES | 251 | 334 |
| TOTAL | 338 | 2 542 |

* En millions de F CFA.

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

| Nature | Montant Au 31/12/2011* | Affectation du résultat 2011* | Autres mouvements* | Montant Au 31/12/2012* |
|------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------|
| F.R.B.G. | 8 838 | | -1 640 | 7 198 |
| PRIMES LIÉES AU CAPITAL | 10 493 | | | 10 493 |
| RÉSERVES LÉGALES | 7 355 | 1 143 | | 8 498 |
| RÉSERVES RÈGLEMENTÉES | 4 | | | 4 |
| AUTRES RÉSERVES | 10 677 | 3 000 | | 13 677 |
| CAPITAL SOCIAL | 10 073 | | | 10 073 |
| FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS) | 0 | | | 0 |
| FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES | 0 | | | 0 |
| REPORT À NOUVEAU | 673 | -549 | | 124 |
| RÉSULTAT 2011 | 7 623 | -7 623 | | 0 |
| RÉSULTAT 2012 | 0 | | 7 826 | 7 826 |
| TOTAL | 55 736 | -4 029 | 6 186 | 57 893 |

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

| Année | Montant |
|---------------------------|--------------|
| 2009 | 8 838 |
| 2010 | 0 |
| 2011 | 0 |
| 2012 | -1 640 |
| SOIT AU 31/12/2012 | 7 198 |

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – BÉNIN s'élève à 10 073 millions de F CFA.

Il est composé de 1 007 268 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

| Actionnaires | Structure |
|-----------------------|-----------------|
| BOA WEST AFRICA | 36,61 % |
| BOA GROUP S.A. | 14,43 % |
| AUTRES BANK OF AFRICA | 2,07 % |
| ATTICA S.A. | 0,27 % |
| BOAD | 2,71 % |
| ACTIONNAIRES PRIVÉS | 43,91 % |
| TOTAL | 100,00 % |

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|--|----------------|----------------|
| ENGAGEMENTS DONNÉS | 83 833 | 71 090 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 17 816 | 10 397 |
| • EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | | |
| • EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE | 17 816 | 10 397 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 66 017 | 60 693 |
| • EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 17 656 | 17 656 |
| • EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE | 48 361 | 43 037 |
| ENGAGEMENTS REÇUS | 438 567 | 458 125 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | |
| • REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | | |
| • REÇUS DE LA CLIENTÈLE | | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 438 567 | 458 125 |
| • REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 20 | 20 |
| • REÇUS DE LA CLIENTÈLE | 438 547 | 458 105 |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | | |

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES | 2 640 | 3 029 |
| • À VUE | 177 | 66 |
| • À TERME | 2 463 | 2 963 |
| SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE | 20 904 | 21 295 |
| • CRÉANCES COMMERCIALES | 526 | 306 |
| • AUTRES CRÉDITS À COURT TERME | 6 143 | 6 420 |
| • COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS | 4 319 | 3 619 |
| • CRÉDITS À MOYEN TERME | 9 807 | 10 767 |
| • CRÉDITS À LONG TERME | 109 | 183 |
| SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS | | 3 |
| SUR TITRES D'INVESTISSEMENT | | 3 294 |
| TOTAL | 23 544 | 27 621 |

* En millions de F CFA.

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|---|----------------|----------------|
| SUR DETTES INTERBANCAIRES | 2 346 | 3 686 |
| • À VUE | 249 | 279 |
| • À TERME | 2 097 | 3 407 |
| SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE | 11 185 | 12 052 |
| • À VUE | 3 793 | 3 897 |
| • À TERME | 7 392 | 8 155 |
| SUR DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE | | 185 |
| TOTAL | 13 531 | 15 923 |

4.3. COMMISSIONS

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|--|----------------|----------------|
| COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS) | 4 671 | 4 081 |
| • SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES | 40 | 89 |
| • SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE | 4 631 | 3 992 |
| COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES) | 127 | 154 |
| • SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES | 127 | 154 |
| • SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE | | |

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|-------------------------|----------------|----------------|
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 4 497 | 4 687 |
| CHARGES SOCIALES | 1 209 | 1 477 |
| TOTAL | 5 706 | 6 164 |

4.4.2 Autres frais généraux

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|---|----------------|----------------|
| IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | 618 | 654 |
| REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL | | |
| LOYERS | 592 | 650 |
| ENTRETIEN ET RÉPARATIONS | 627 | 806 |
| PRIMES D'ASSURANCE | 258 | 302 |
| INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES | 873 | 1 448 |
| PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES | 743 | 626 |
| DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS | 223 | 271 |
| FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS | 535 | 515 |
| ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES | 922 | 1 094 |
| JETONS DE PRÉSENCE | 43 | 82 |
| MOINS-VALUES DE CESSIONS | 20 | 18 |
| AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX | 1 329 | 1 338 |
| TOTAL | 6 783 | 7 804 |

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|---|----------------|----------------|
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 1 751 | 1 851 |
| • DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION | 1 692 | 1 761 |
| • DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION | 59 | 90 |
| REPRISES | | |
| TOTAL | 1 751 | 1 851 |

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

| Nature | Au 31/12/2011* | Au 31/12/2012* |
|--|----------------|----------------|
| DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE | 11 378 | 14 096 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF | | 309 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 154 | 2 641 |
| PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES | 4 381 | 3 837 |
| REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE | -6 841 | -10 280 |
| REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF | | -137 |
| REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | -34 | -35 |
| RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | -198 | -124 |
| TOTAL | 8 840 | 10 307 |

* En millions de F CFA.

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

| Catégories | 2011 | 2012 |
|------------------------|------------|------------|
| CADRES EXPATRIÉS | 4 | 5 |
| CADRES LOCAUX | 48 | 48 |
| GRADÉS | 293 | 353 |
| EMPLOYÉS | 93 | 46 |
| PERSONNEL NON BANCAIRE | 14 | 37 |
| PERSONNEL TEMPORAIRE | 0 | 5 |
| TOTAL | 452 | 494 |

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

| Nature | 2011* | 2012* |
|---|--------------|---------------|
| ACTIF | | |
| OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE | 9 165 | 19 989 |
| • BILLETS ET MONNAIES | 614 | 552 |
| • CORRESPONDANTS BANCAIRES | 8 551 | 19 437 |
| VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS | 4 226 | 5 397 |
| PASSIF | | |
| OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE | 1 165 | 2 133 |
| • CORRESPONDANTS BANCAIRES | 1 165 | 2 133 |
| • REFINANCEMENTS | | |
| • AUTRES SOMMES DUES | | |
| OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE | 1 455 | 2 374 |
| • COMPTES ORDINAIRES | 1 455 | 2 374 |

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2012

| Nature | En F CFA |
|-------------------------------------|----------------------|
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 | 7 826 187 450 |
| REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2011 | 123 530 914 |
| TOTAL À RÉPARTIR | 7 949 718 364 |
| RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT) | 1 173 928 117 |
| DIVIDENDE | 5 036 340 000 |
| RÉSERVES FACULTATIVES | 1 500 000 000 |
| NOUVEAU REPORT À NOUVEAU | 239 450 247 |
| TOTAL RÉPARTI | 7 949 718 364 |

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| Nature | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|---------|---------|-----------|-----------|-----------|
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| • CAPITAL SOCIAL* | 8 000 | 9 000 | 10 073 | 10 073 | 10 073 |
| • NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES | 800 000 | 900 000 | 1 007 268 | 1 007 268 | 1 007 268 |
| OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE* | | | | | |
| • CHIFFRE D'AFFAIRES | 34 748 | 41 150 | 46 312 | 50 535 | 51 715 |
| • BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 14 090 | 17 397 | 17 234 | 18 717 | 18 747 |
| • IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES | 2 093 | 1 771 | 861 | 503 | 403 |
| • BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 6 004 | 6 584 | 6 582 | 7 622 | 7 826 |
| RÉSULTAT PAR ACTION** | | | | | |
| • APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 15 | 17 | 17 | 18 | 18 |
| • APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 8 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| PERSONNEL | | | | | |
| • EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE | 312 | 354 | 413 | 452 | 494 |
| • MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE* | 3 384 | 3 883 | 3 918 | 4 497 | 4 687 |
| • SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX* | 735 | 887 | 999 | 1 209 | 1 477 |

* En millions de F CFA. ** En milliers de F CFA.

BANK OF AFRICA – BÉNIN

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – BÉNIN

Avenue Jean Paul II – 08 BP 0879 – Cotonou – BÉNIN
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17
Swift : AFRIBJB – Email <information@boabenin.com>



GRUPE BANK OF AFRICA

www.boabenin.com

AGENCES COTONOU & GUICHETS PORTUAIRES / COTONOU BRANCHES & PORT BRANCHES

AGENCE CENTRALE

Avenue Jean-Paul II – 08 BP 0879 – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17

AGENCE ÉLITE

Boulevard de France – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17

AIDJÈDO

Quartier Aidjèdo – Face École primaire publique
Cotonou
Tél. : (229) 21 32 59 49 / 56

AKPAKPA

Immeuble Loko – Descente ancien Pont – Cotonou
Tél. : (229) 21 33 92 22 / 21 33 98 88

CADJEHOUN

Boulevard du Canada – Cotonou
Tél. : (229) 21 30 99 38 / 40

DANTOKPA

Avenue Steinmetz – Carrefour St Michel – Cotonou
Tél. : (229) 21 32 65 34 / 41 – Fax : (229) 21 32 65 46

ÉTOILE ROUGE

Boulevard des Armées – Cotonou
Tél. : (229) 21 30 99 63 / 69

FIDJROSSÈ

Carrefour Fidjrossè – Face marché Adjaha – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17

GANJI

Marché Ganhi – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 02 89 – Fax : (229) 21 31 02 31

GBÈDJROMÈDÈ

Quartier Gbèdjromèdè – Face pâtisserie “J’adore”
Cotonou
Tél. : (229) 21 32 64 07

GBEGAMEY

Place Bulgarie – Cotonou
Tél. : (229) 21 30 36 84 – Fax : (229) 21 30 36 89

LES COCOTIERS

Route de l’Aéroport – Cotonou
Tél. : (229) 21 30 10 01 / 16 90 – Fax : (229) 21 30 12 30

MISSEBO

Quartier Missebo – Immeuble Kodeih – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 00 18 / 21 31 01 25

PK7

Route de Porto-Novo – Carrefour “Le Belier” – Cotonou
Tél. : (229) 21 33 93 62 / 81 – Fax : (229) 21 33 91 62

PK10

Route de Porto-Novo – Rue de l’Université Houdegbe
Cotonou
Tél. : (229) 21 33 14 76 / 79 – Fax : (229) 21 33 20 18

SAINT MICHEL

Boulevard Saint Michel – Cotonou
Tél. : (229) 21 32 75 75 – Fax : (229) 21 32 75 74

SAINTE RITA

Carrefour “Station TOTAL” Ste Rita – Cotonou
Tél. : (229) 21 32 25 42 / 39

SEGBEYA

Akpakpa – Carrefour Segbeya – Cotonou
Tél. : (229) 21 33 60 64 – Fax : (229) 21 33 67 75

SODJATIME

Avenue Mgr de Souza – Cotonou
Tél. : (229) 21 37 72 58 / 59 / 60

STADE DE L’AMITIÉ

Esplanade du Stade – Kouhounou – Cotonou
Tél. : (229) 21 38 36 28 – Fax : (229) 21 38 36 29

ZOGBO

Quartier Zogbo – Cotonou
Tél. : (229) 21 38 03 55 / 57

ZONGO

Rue Capitaine Adjovi – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 52 04 / 21 31 15 54

GUICHET UNIQUE PORTUAIRE 1*

Boulevard de France – Cotonou
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17

GUICHET UNIQUE PORTUAIRE 2*

Boulevard de France - Près du MTTP
Tél. : (229) 21 31 77 28 – Fax : (229) 21 31 77 29

* Rattachés à l’Agence Centrale

CENTRE D’AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Agence Centrale – Avenue Jean-Paul II – Cotonou – Tél. : (229) 21 36 53 65 – Fax : (229) 21 31 76 93 – Email <information@boabenin.com>

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

ABOMEY – CALAVI

Quartier Agamandin – Abomey – Calavi
Tél. : (229) 21 36 35 69 – Fax : (229) 21 36 35 67

ALLADA

Route de Bohicon – Allada
Tél. : (229) 21 37 14 66 / 67 – Fax : (229) 21 37 14 68

AZOVÉ

Quartier Atchouhoué – BP 38 – Azové
Tél. : (229) 22 46 51 41 – Fax : (229) 22 46 51 48

BOHICON

Route d’Abomey – BP 132 – Bohicon
Tél. : (229) 22 51 08 11 / 00 – Fax : (229) 22 51 08 22

COCOTOMEY

Route de Lomé – Cocotomey
Tél. : (229) 21 35 46 81 / 82 – Fax : (229) 21 35 46 83

COMÉ

Route de Azové – Immeuble Bel Air – Comé
Tél. : (229) 22 43 07 21

DASSA – ZOUMÉ

Quartier Agbégbé – BP 237 – Dassa-Zoumé
Tél. / Fax : (229) 22 53 02 32

DJOUGOU

Quartier Madina – BP 393 – Djougou
Tél. : (229) 23 80 01 13 / 53 – Fax : (229) 23 80 01 37

GODOMEY TOGOU DO

Route d’Abomey Calavi – Godomey Togoudo
Tél. : (229) 21 35 30 10 – Fax : (229) 21 35 30 11

HILACONDJI

Route de Lomé – Paroisse Notre Dame – Hilacondji
Tél. : (229) 21 31 32 28 – Fax : (229) 21 31 31 17

KANDI

Quartier Banigourou – Kandi
Tél. : (229) 23 63 06 10 / 11

LOKOSSA

Quartier Tchicomey – Lokossa
Tél. : (229) 22 41 03 81 / 82 – Fax : (229) 22 41 03 83

NATITINGOU

Av. Nanto, Qtier Bori Youre – Natitingou
Tél. : (229) 23 82 02 83 / 84 – Fax : (229) 23 82 02 86

OUANDO – PORTO NOVO

Route de Sakété – Ouando – Porto Novo
Tél. : (229) 20 24 76 76 – Fax : (229) 20 24 76 77

PARAKOU 1

Route de Niamey – BP 595 – Parakou
Tél. : (229) 23 61 11 02 – Fax : (229) 23 61 11 03

PARAKOU 2

Quartier Tranza – Parakou
Tél. : (229) 23 61 14 56 – Fax : (229) 23 61 14 57

PARAKOU 3 - KPÉBIÉ

Quartier Kpébié – Route de Malanville – Parakou
Tél. : (229) 23 61 40 42 / 43 – Fax : (229) 23 61 40 44

POBÈ

Quartier Pobè Nord – Immeuble ODJO – Pobè
Tél. : (229) 20 25 05 55

PORTO NOVO

Avenue Mallan – BP 1493 – Porto Novo
Tél. : (229) 20 21 21 03 – Fax : (229) 20 21 21 34

SAVALOU

Quartier Ahoissèdo – Face au Tribunal – Savalou
Tél. : (229) 22 54 08 59 / 60 – Fax : (229) 22 54 08 61

SÈMÈ KRAKÉ

Frontière Bénin – Nigéria – Sèmè
Tél. : (229) 20 06 50 27